

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine Dossier

N° 487 du 07.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Leila Mazboudi : Les sales dessous du report de l'examen de rapport Goldstone

1 Dossier

1-1 Ahmed Louf & Aliaa Al-Korachi : UNRWA : Un témoin gênant pour Israël.

1-2 Ken Livingstone : Une interview exclusive de Khaled Meshal, dirigeant du Hamas (2°)

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Pour information,

2-1 A. Chatta : The Guardian possède des preuves sur la violation d'Israël des droits de l'homme au cours de son agression contre Gaza.

2-2 Silvia Cattori : Des mères horrifiées par la naissance d'enfants difformes suite à l'usage par Israël d'armes prohibées.

2-3 Eva Bartlett : Gaza : Les veuves et les enfants commencent à mendier.

2-4 Kawther Salam : Les détrousseurs de cadavres d'Israël.

2-5 Khaled Mechaal : la paix passe par le retour aux frontières de 1967.

2-6 Le masque tombe, le vrai visage du sionisme est à découvert et la résistance des peuples fraye son chemin.

2-7 Joaquim DF : "Palestine Occupée - Dexia Impliquée".

Tiré a part

Leila Mazboudi : Les sales dessous du report de l'examen de rapport Goldstone

De scandale en scandale, grâce entre autre aux mèches jetées sournoisement par les Israéliens, la responsabilité de l'Autorité palestinienne (AP) et de Mahmoud Abbas s'affirme de plus en plus dans le report de l'examen du rapport Goldstone sur les crimes israéliens contre la Bande de Gaza.

Selon l'agence de presse palestinienne "Shéhab", citant des sources à Washington, puis relayé par le quotidien israélien Maariv, Abbas s'est plié aux sommations israéliennes de reporter l'examen de ce rapport par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies lorsque les dirigeants israéliens l'ont menacé de révéler au grand jour, devant l'organisation onusienne et les médias internationaux son soutien à l'offensive israélienne contre la Bande de Gaza "Plomb durci", pour mettre fin au Hamas.

Un colonel israélien, Élie Éfrahim, rapporte l'agence, s'était présenté chez les dirigeants palestiniens, alors que les coulisses des Nations Unies se préparaient à l'examen du rapport. À partir de son ordinateur, il leur a montré deux enregistrements, l'un vidéo et l'autre vocal.

Le premier montrant Abbas en s'attelant à persuader Ehud Barak (qui était alors ministre de la sécurité intérieure) en présence de Tzipi Livni, la chef de la diplomatie, de poursuivre l'offensive.

L'autre renvoyant la voix de Tayeb AbderRahim, le secrétaire général de la présidence palestinienne, lors d'un contact téléphonique avec le directeur du bureau du chef d'état major, Dov Weissglass, expliquant que les circonstances étaient propices pour que "l'armée israélienne investisse les deux camps de Jabalia et de Chati dans la Bande, pour contraindre le Hamas à céder".

Les sources à Washington rapportent aussi des propos de Weissglass, selon lesquels il aurait dit qu'une telle mesure pourrait tuer beaucoup de civils"; et ceux d'AbderRahim qui aurait rétorqué: " Ils ont tous voté pour le Hamas, ce sont eux qui ont ainsi choisi leur sort et pas nous".

Le colonel Efrahim aurait même demandé un engagement écrit pour n'accorder aucune autorisation aux pays arabes pour faire passer le rapport en question.

Quoique cette version des faits n'exclut pas l'autre marchandage véhiculée par les médias israéliens, liant la suspension de l'examen à l'obtention d'un deuxième réseau de téléphonie mobile, mais son impact ne peu qu'être renforcé.

Elle permet d'abord d'impliquer les Palestiniens de l'Autorité palestinienne dans l'offensive " Plomb durci" et d'alléger en conséquence la responsabilité des militaires israéliens. Le chef de la diplomatie israélien Avigdor Lieberman s'était d'ailleurs dernièrement offusqué contre la politique de l'AP de traduire devant la Justice internationale des généraux et des responsables militaires israéliens, sous peine de crimes de guerre.

Leur divulgation devrait aussi creuser encore plus l'écart entre le Fatah et le Hamas qui se préparaient à un nouveau round de négociations qui s'annonçaient plus positives.

Mais, elle montre surtout que les Israéliens n'ont pas tenu parole, et ont violé l'engagement du marchandage, en divulguant par sources américaines interposées, le contenu des deux enregistrements.

Au mépris de dénuder Abbas encore plus devant les siens.

Leila Mazboudi

Publié le 6 octobre 2009

Source : Al Manar

<http://www.almanar.com.lb/...>

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Leila_Mazboudi.061009.htm

1 Dossier

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

1-1 Ahmed Loutf & Aliaa Al-Korachi : UNRWA : Un témoin gênant pour Israël.

UNRWA. L'organisation qui s'occupe des réfugiés palestiniens prépare son 60e anniversaire à l'heure des intrigues d'Israël, pour lequel elle est la preuve de l'existence d'un peuple chassé de ses terres.

Gaza, secteur martyrisé, immense camp de réfugiés. Ce mois d'août, on a vu cependant un spectacle de milliers d'enfants faisant voler des cerfs-volants dans le ciel battant ainsi le record du plus grand lâcher de cerfs-volants dans le ciel.

Cette manifestation s'inscrit dans le programme des jeux d'été organisés par l'Office de secours et de travaux des Nations-Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (Unrwa), comme le souligne l'agence palestinienne Wafa. « Voir ces jeunes enfants, qui, il y a quelques mois encore, vivaient au milieu du conflit, si heureux m'a touchée », a expliqué l'humanitaire Johanne van Dijk, travaillant pour l'Unrwa, interrogée par le Centre d'actualités de l'Onu, à l'occasion de la Journée internationale de l'aide humanitaire célébrée le 19 août. Mme Van Dijk a rendu hommage à « l'incroyable détermination de la population » de Gaza qui continue, avec cet esprit remarquable et admirable, d'aller en avant et d'essayer de fournir une vie décente à ses enfants. Juste des activités emblématiques ? L'Unrwa, qui prépare la célébration du 60e anniversaire de sa création, a quasiment l'âge du dossier dont elle se charge, et est souvent placée entre l'enclume et le marteau. Sa responsabilité c'est quasiment tout un peuple qui s'est trouvé dépossédé de sa patrie en 1948 et qui a été pris sous le feu de la guerre qui n'a fait que confirmer son caractère, voire son statut de réfugié ni plus ni moins. Du côté israélien, c'est

« le feu des soldats portés sur les rivages » si l'on veut pasticher ce vers d'Aragon. Du côté arabe comme du côté international, c'est un processus politique hasardeux.

En réalité, la communauté internationale a réagi à l'exode massif de Palestiniens en créant l'Unrwa en 1949 avec objectif officiel de venir en aide aux réfugiés (cet organisme intervient en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ainsi qu'en Jordanie, en Syrie et au Liban). Et comme on le souligne lorsque a été élaboré le statut d'une organisation (le Haut Commissariat aux Réfugiés HCR) ainsi que la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés (Convention des réfugiés), on y a fait figurer des dispositions excluant les Palestiniens qui recevaient une aide de l'Unrwa. Ils sont devenus la seule population réfugiée au monde exclue de la protection internationale reconnue. D'ailleurs, selon la définition de l'Unrwa, un « réfugié de Palestine » est une personne dont le lieu de résidence habituel était la Palestine entre juin 1946 et mai 1948 et qui a perdu à la fois son domicile et ses moyens de subsistance. Une définition qui dérange beaucoup Israël et ses partisans.

Autant d'aspects qui résument le caractère tragique de la situation des Palestiniens et qui donnent à l'Unrwa une spécificité indéniable pour laquelle elle se bat souvent contre vents et marées. Israël, depuis la création de l'Unrwa, essaye de la délégitimer.

Les attaques à l'encontre de l'Unrwa ont été un « fil rouge » de tous les gouvernements israéliens depuis les années 1960, car l'agence onusienne est devenue aux yeux du peuple palestinien le symbole vivant des aspirations des réfugiés au retour dans leurs foyers.

selon Mohamad Khamis, directeur de rédaction du magazine Al-Qods, cette organisation, malgré son existence, reste une adresse pour les réfugiés palestiniens. Son absence signifie la disparition de ce procès.

D'ailleurs, il relève que si l'Unrwa a joué un rôle important du point de vue humanitaire, il est évident qu'au cours des dernières années, « il y a de la provocation de la part d'Israël. Voire cela a commencé après 2000, lorsque le président américain Bill Clinton a proposé une solution pour résoudre le problème des réfugiés qui consistait en rapatriement et compensation. Les Américains allaient payer 40 milliards de dollars aux Palestiniens et la même somme à la Syrie, le Liban et la Jordanie pour accueillir des réfugiés. Depuis, Israël ne fait que mener campagne contre l'Unrwa qui incarne une cause qui dérange la conscience mondiale. Elle est la représentation essentielle du problème des réfugiés ». La campagne israélienne, on le voit bien, a pour but définitif qu'il n'y ait pas de peuple palestinien. « C'est la psychologie du voleur ? L'Unrwa reste témoin d'un drame qu'Israël veut faire disparaître », ajoute le journaliste palestinien. Son point de vue est celui de tous ceux qui ont une approche logique et humaine de la question. Au regard de la réalité, la question qui ne cesse d'être posée est : comment la communauté internationale peut-elle accepter et entériner l'expulsion d'un peuple, rester sourde à sa revendication de retour à son pays, pourtant votée par l'Onu ?

En fait, Tel-Aviv et le lobby juif en Amérique ne cessent de lancer une campagne malveillante contre l'Unrwa.

Ce lobby, qui mène tambour battant une campagne contre tout ce qui représente une reconnaissance des droits palestiniens, voire de l'existence même d'un peuple palestinien, s'en prend à l'Unrwa par tous les moyens et en prétextant tous les arguments si faux soient-ils. Le lobby sioniste-américain a demandé au secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, le renvoi immédiat de la commissaire générale de l'agence Karen AbuZayd et le directeur des opérations John Ging. C'est l'influent Centre Simon Wiesenthal, qui est la plus grande institution juive des droits de l'homme dans le monde et qui comprend 400 000 membres, qui accuse l'Unrwa d'être pro-Hamas et ce parce que selon cette organisation, l'Unrwa a refusé d'enseigner l'Holocauste dans ses écoles à Gaza. Et de prétendre que Karen AbuZayd, lors de la conférence de presse, s'est comportée « comme un membre officiel du mouvement Hamas ». Quant à John Ging, il est pris à partie parce qu'il « fait infraction à l'Onu en affirmant qu'un programme scolaire palestinien ne peut comprendre des choses qui vont à l'encontre de la volonté du peuple palestinien ».

Et pourquoi cette vindicte contre Ging ? Depuis le 1er février 2006, John Ging dirige les opérations de l'Unrwa à Gaza.

Il a toujours mis en relief que la situation à Gaza « n'est pas mauvaise. Elle est pire que tout ce que l'on peut imaginer. L'énorme pression morale qui s'exerce sur la population ne se voit pas dans les reportages consacrés à Gaza. Dire de Gaza qu'elle est une prison à ciel ouvert ne correspond pas à la réalité, car en prison chaque individu reçoit un repas trois fois par jour ».

Comme le soulignent certains analystes, on pourrait dire que les pro-sionistes reprochent à l'Unrwa d'aider le Hamas. Ils s'en prennent par exemple à Ging. Pourquoi ? Parce qu'il défend, et c'est ce qui dérange, ouvertement et sans peur la cause palestinienne, quel que soit son public. Il parle de nettoyage ethnique. « Nier la nakba équivaut à nier la Shoah ». Il reconnaît le droit au retour des Palestiniens, mais plaide pour un compromis négocié pacifiquement. Il invoque constamment la vision défendue par les Nations-Unies en ce qui concerne la paix et les droits de l'homme.

Or, au moment où l'Unrwa et ses hommes sont pris à partie par les sionistes, des membres du Hamas s'attaquent aussi à l'agence, tant et si bien que le député hamassi Mouchir Al-Masri veut constituer un comité populaire hostile à l'Unrwa et résister à ses activités, en dépit du refus palestinien populaire et officiel. Là où les contradictions sont extrêmes, c'est cette question de l'enseignement de l'holocauste. Le Hamas, lui, estime que l'Unrwa veut introduire cette matière dans les programmes, alors qu'Israël lui reproche le contraire.

Des combats des extrêmes qui seraient finalement la preuve de l'objectivité de l'agence. Emad Gad, rédacteur en chef d'Israël Digest publié par le Centre d'études politiques et stratégiques d'Al-Ahram, affirme que « si l'Unrwa est critiquée par les deux parties au conflit, cela est la preuve qu'elle est objective ». Il donne comme exemple que le Hamas s'est élevé contre l'agence parce qu'elle n'a pas voulu que ses bâtiments servent d'abri à des combattants palestiniens. En revanche, Israël voit que les ambulances de l'Unrwa servaient de couverture à des

combattants du Hamas pendant l'agression contre Gaza. Il rappelle qu'Israël a détruit au cours de cette campagne de nombreux bâtiments, écoles et hôpitaux de l'agence où les Palestiniens se réfugiaient, les considérant comme des sites internationaux.

La vraie mission de l'Unrwa

On peut dire que ces critiques sont malveillantes dans la mesure où l'agence a une tâche humanitaire très difficile à mener sur un véritable champ de bataille. Elle ne dispose pas d'une puissance militaire dissuasive face aux uns et aux autres.

A cet égard, l'ancien avocat principal de l'organisation entre 2000 et 2007, Me Lindsay, a rédigé un rapport paru récemment, où il souligne que les défaillances attribuées à l'Unrwa n'ont pas eu lieu parce que l'Unrwa « soutient effectivement le terrorisme, mais parce que l'organisation ne se soucie pas particulièrement du problème. Sa préoccupation principale est de fournir services et protections aux réfugiés palestiniens », précise-t-il (lire entretien page 6).

Témoin privilégié des conditions de vie dramatiques dans les camps de l'intérieur et de l'exil, l'Unrwa, en tant qu'organe subsidiaire, a toujours eu un mandat temporaire et « humanitaire » qui ne s'occupe pas directement des problèmes politiques de leurs tenants et aboutissants.

La question du financement

Son travail essentiel c'est le secours finalement. Et là les obstacles s'accumulent.

Concernant l'activité de l'Unrwa, présente depuis 60 ans sur le terrain, Mme Koning AbuZayd a regretté de n'avoir « jamais pu obtenir tous les fonds demandés pour améliorer la qualité des services rendus. Nous avons toujours eu un trou de 100 millions de dollars », a précisé la responsable de l'Unrwa, qui s'est plainte à plusieurs reprises des difficultés financières de cette agence aidant plus de 4,6 millions de réfugiés palestiniens au Proche-Orient. D'ailleurs, l'agence vient de lancer un appel aux pays arabes pour contribuer au redressement de la situation. Elle affronte un déficit inédit en 2009 estimé à 150 millions de dollars sur l'ensemble de son budget estimé à 545 millions de dollars. Elle a demandé aux pays arabes de se charger de 8 % du budget, conformément à une résolution dans ce sens de la Ligue arabe. « Malheureusement, les donations n'ont atteint que 1 % du budget à l'heure où augmentent les charges et le nombre de réfugiés », affirme Adnane Abou-Hassana, conseiller de presse de l'Unrwa.

Désolant en fait, pour Emad Gad, « les Arabes n'ont pas la culture des actions internationales collectives ou celles des œuvres de secours. Ils préfèrent traiter chacun à part agissant dans un contexte bilatéral avec les Palestiniens. Ce qui démontre l'existence de considérations politiques ».

Difficile à admettre, mais c'est la réalité. Le monde arabe se doit de déployer des efforts pour renforcer l'Unrwa. « Le rôle de l'Unrwa n'est pas uniquement humanitaire ; il a une dimension politique qui est la question des réfugiés dont elle est l'emblème », souligne Mohamad Khamis. En fait, c'est pour cela qu'Israël en veut à l'Unrwa.

Ahmed Loutfi, Aliaa Al-Korachi

9 septembre 2009

Al-Ahram Hebdo

1-2 Ken Livingstone : Une interview exclusive de Khaled Meshal, dirigeant du Hamas (2°)

Ken Livingstone discute en exclusivité de religion, de violence et des chances pour la paix avec le leader du Hamas, Khaled Meshal. Khaled Meshal est responsable du bureau politique du mouvement Hamas

KL : Quelles sont vos principaux objectifs ? Le Hamas est-il principalement une organisation politique ou religieuse ?

KM : Le Hamas est un mouvement de libération nationale. Nous ne voyons pas de contradiction entre notre identité islamique et notre mission politique. Bien que nous confrontions les occupants par le biais de la résistance et de la lutte pour obtenir les droits de notre peuple, nous sommes fiers de notre identité religieuse tirée de l'islam.

Mais à l'encontre de l'expérience des Européens avec le christianisme, l'islam ne prévoit pas, n'exige pas ni ne reconnaît une autorité ecclésiastique. Il fournit simplement une série de directives larges dont l'interprétation détaillée est soumise à la réflexion humaine (ijtihad) et en découle.

KL : Est-ce que vous vous consacrez à la destruction d'Israël ?

KM : Ce qui se passe en fait c'est la destruction du peuple palestinien par Israël ; c'est lui qui occupe notre terre, nous exile et nous tue, nous incarcère et persécute notre peuple. Nous sommes les victimes, Israël est l'opresseur et ce n'est pas l'inverse.

KL : Pourquoi le Hamas adopte-t-il la force militaire dans ce conflit ?

KM : La force militaire est une option à laquelle notre peuple a recours parce que rien d'autre ne marche. La conduite d'Israël et la complicité de la communauté internationale, que ce soit sous forme de silence, d'indifférence ou de participation, justifie la résistance armée. Nous aimerions tellement que ce conflit soit résolu pacifiquement.

Si l'occupation devait cesser et que notre peuple puisse exercer son autodétermination dans sa patrie, il ne serait pas nécessaire d'avoir recours à la force. La réalité est que près de 20 ans de négociations de paix entre les Palestiniens et les Israéliens n'ont restauré aucun de nos droits. Au contraire, les compromis unilatéraux conclus par l'équipe de négociation palestinienne nous ont fait subir plus de souffrances et de pertes.

Depuis que l'OLP a conclu le traité de paix d'Oslo avec Israël en 1993, les Israéliens ont exproprié de nouvelles terres palestiniennes en Cisjordanie afin de construire des colonies juives illégales, d'étendre les colonies existantes ou de construire des routes réservées exclusivement aux Israéliens vivant dans ces colonies. Le mur d'apartheid que les Israéliens ont érigé en Cisjordanie a absorbé de vastes terres qui étaient censées être rendues aux Palestiniens d'après le traité de paix.

Le mur d'apartheid et des centaines de postes de contrôle ont transformé la Cisjordanie en enclaves isolées comme les cellules d'une grande prison qui rend la vie intolérable.

Jérusalem est constamment malmenée afin d'en modifier le paysage et l'identité et des centaines de maisons palestiniennes ont été détruites dans la ville et alentour, laissant des milliers de Palestiniens sans abri dans leur propre patrie. Au lieu de libérer les prisonniers palestiniens, les Israéliens ont arrêté 5000 Palestiniens de plus depuis la conférence de paix d'Annapolis en 2007 - action qui atteste que la paix ne les intéresse absolument pas.

KL : Le Hamas s'engage-t-il dans une activité militaire en dehors de la Palestine ?

KM : Non. Depuis sa création il y a 22 ans, le Hamas a confiné son champ d'opération militaire à la Palestine occupée.

KL : Souhaitez-vous établir en Palestine un état islamique dans lequel toutes les autres religions auront un statut subalterne ?

KM : Notre priorité comme mouvement de libération nationale est d'en terminer avec l'occupation israélienne de notre patrie. Une fois que notre peuple sera libre sur sa terre et bénéficiera du droit à l'autodétermination, c'est lui seul qui aura le dernier mot sur le système de gouvernement avec lequel il souhaite vivre. C'est notre ferme croyance que l'Islam ne peut pas être imposé aux gens. Nous ferons campagne, dans un processus entièrement démocratique, sur un programme islamique. Si c'est ce que les gens choisissent, alors ce sera leur choix. Nous croyons que l'Islam est la meilleure source d'inspiration et le meilleur garant pour les droits des musulmans comme des non-Musulmans.

KL : Le Hamas impose-t-il la tenue islamique dans Gaza ? Par exemple, oblige-t-on à Gaza que les femmes portent le hijab, le niqab ou la burqa ?

KM : Non. Intellectuellement, la vision du Hamas vient de la culture et de la religion du peuple. L'Islam est notre religion et il est le constituant de base de notre culture. Nous ne refusons pas à d'autres Palestiniens le droit d'avoir des visions différentes. Nous n'imposons aux gens aucun aspect concernant la religion ou leur conduite sociale. Les aspects de la religion dans la société de Gaza sont sincères et spontanés ; ils n'ont été imposés par aucune autorité autre que la foi et la conviction du croyant.

KL : Il est dit que la division dans le peuple palestinien entre de Cisjordanie et de Gaza et entre le Fatah et le Hamas, qui affaiblit évidemment leur position, est survenue parce que Hamas a pris par la force le contrôle de Gaza. Est-ce vrai et comment expliquez-vous cette division ?

KM : Assurément, la division affaiblit les Palestiniens et nuit à leur cause. Cependant, la division n'est pas le fait du Hamas, mais de l'insistance de certaines parties internationales et régionales à vouloir effacer les résultats de la démocratie palestinienne. Cela les a consternés que Hamas ait été élu par le peuple palestinien.

La division vient de l'existence d'une partie palestinienne qui cherche le soutien de ces mêmes parties régionales et internationales, dont les Etats-Unis et Israël, qui souhaitent voir Hamas mis hors jeu. Peu après sa victoire aux élections de janvier 2006, tout a été fait pour miner la capacité du Hamas à gouverner.

Après que ces efforts aient échoué, le général Keith Dayton de l'armée d'Etats-Unis, qui sert actuellement de coordonnateur de sécurité entre Israël et l'Autorité palestinienne [de Ramallah], avait été expédié à Gaza pour préparer un coup de force contre le gouvernement d'unité nationale conduit par le Hamas et issu de l'accord de la Mecque de 2007. Ce complot a incité le Hamas à Gaza à agir en situation d'autodéfense lors des événements de juin 2007.

Prétendre que le Hamas a effectué un coup de force est sans fondement parce que le Hamas était à la tête d'un gouvernement élu démocratiquement. Tout ce qu'il a fait était d'agir contre ceux qui préparaient un coup contre lui sous la direction et les conseils du général Dayton.

KL : Est-ce que ceux qui ont d'autres vues politiques ou religieuses, comme le Fatah, bénéficient-ils des libertés démocratiques à Gaza ? Quelle est la situation de ceux qui appartiennent au Hamas dans les territoires de la Cisjordanie sous contrôle du Fatah ?

KM : Des factions palestiniennes ont été inspirées par le nationalisme arabe, d'autres par le marxisme ou le léninisme, et d'autres par le libéralisme. Alors que nous sommes persuadés que ces idées sont étrangères à nos peuple et ont échoué à répondre à ses aspirations, nous insistons sur le fait que le peuple est le dernier arbitre sur qui souhaite-t-il voir diriger et sous quel système désire-t-il être régi. Ainsi, la démocratie est notre meilleure option pour diminuer nos divergences internes. Celui que le peuple choisi devra être respecté.

Nous essayons au mieux de notre capacité de protéger les droits de l'homme et les libertés civiles de ceux qui sont affiliés au Fatah et à toutes les autres factions dans la bande de Gaza. En revanche, les Palestiniens en Cisjordanie sous occupation israélienne et sous l'Autorité palestinienne de Ramallah continuent de se voir niés leurs droits fondamentaux.

Le Général Dayton supervise en Cisjordanie une répression sévère et brutale contre le Hamas et d'autres groupes palestiniens. Plus de 1000 prisonniers politiques, dont des étudiants, des professeurs d'Université et des professionnels dans tous les domaines sont pourchassés, détenus et torturés, parfois jusqu'à la mort, par les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne commandités et entraînés par les Etats-Unis, les Britanniques et l'Union Européenne.

KL : Croyez-vous possible de regrouper le peuple palestinien ? Si oui, comment pensez-vous que cela puisse être fait et dans quel type de délai ?

KM : Il est possible de réunir les Palestiniens. Afin que cela se produise deux choses sont nécessaires. D'abord, les interventions et les exigences étrangères doivent cesser. Il faut laisser le peuple palestinien traiter ses propres divergences internes sans pression externe. En second lieu, toutes les parties palestiniennes doivent respecter les règles du jeu démocratique et se soumettre aux résultats de son processus.

KL : Le refus du Hamas de reconnaître Israël est fréquemment cité comme obstacle insurmontable aux négociations et à un règlement pacifique.

KM : Cette question est uniquement employée comme prétexte. Israël ne reconnaît pas les droits du peuple palestinien, pourtant ceci n'est pas un obstacle pour qu'Israël soit reconnu au niveau international ou participe à des pourparlers. La réalité est que c'est Israël qui occupe la terre et dispose de la plus grande force. Plutôt que de solliciter les Palestiniens, qui sont les victimes, c'est Israël qui est l'opresseur qui devrait être invité à reconnaître les droits des Palestiniens.

Dans le passé, Yasser Arafat a reconnu Israël mais a il a peu obtenu [en échange]. Aujourd'hui, Mahmoud Abbas reconnaît Israël, mais nous avons encore à voir les dividendes promis dans le processus de paix.

Israël ne fait de concessions que sous la pression. En l'absence de pression réelle sur Israël par les Arabes ou par la communauté internationale, aucun accord n'aboutira.

KL : Avez-vous une « feuille de route » pour des étapes intérimaires qui pourraient normalement mener à un règlement pacifique du conflit ? Pensez-vous que les juifs, les musulmans et les chrétiens peuvent un jour vivre ensemble et en paix en Terre Sainte ?

KM : Nous, au Hamas, croyons qu'un règlement pacifique réaliste au conflit devra commencer par un accord de cessez-le-feu entre les deux côtés basés sur un plein retrait d'Israël de tous les Territoires Occupés en 1967. L'intransigeance israélienne et le manque de volonté pour agir de la part de la communauté internationale sont ce qui empêche ce règlement. Nous croyons que nous pourrions déterminer le futur du conflit uniquement lorsque notre peuple sera libre et de retour sur sa terre.

Il faut rappeler ici que nous ne résistons pas aux Israéliens parce qu'ils sont juifs. Par principe, nous n'avons pas de problèmes avec les juifs ou les chrétiens, mais avons un problème avec ceux qui nous attaquent et nous oppriment. Durant de nombreux siècles, les chrétiens, les juifs et les musulmans ont coexisté paisiblement dans cette présente partie du monde. Notre société n'a jamais été témoin de ce type de racisme et de génocide contre « l'autre » que l'Europe a hébergé jusque récemment. Ces problèmes ont débuté en Europe. Le colonialisme a été imposé à cette région par l'Europe, et Israël a été le produit de l'oppression des juifs en Europe et non pas d'un problème en terre musulmane.

KL : Quel rôle pensez-vous que d'autres pays et organismes, en particulier les Etats-Unis, l'Union Européenne et la Grande-Bretagne, jouent actuellement dans le conflit israélo-palestinien et dans les divisions entre les Palestiniens ?

KM : Le rôle joué par tout ceux-ci jusqu'ici a été négatif. L'attitude à l'égard des crimes israéliens contre peuple a été l'objet de silence ou de connivence. Les politiques et les prises de positions adoptées par ces parties ont contribué à la division palestinienne ou l'ont augmentée. D'une part, on énumère des conditions qui ont pour effet de torpiller des discussions sur l'unité et les efforts de réconciliation. D'autre part, certaines de ces parties internationales sont directement impliquées en éliminant nos partisans en Cisjordanie.

Les Etats-Unis et l'Union Européenne fournissent l'argent, la formation et les conseils pour construire un appareil de sécurité palestinien spécialisé dans la persécution de ceux qui sont critiques vis-à-vis de l'autorité palestinienne de Ramallah.

Nous sommes préoccupés en particulier par des informations selon lesquelles le gouvernement britannique, directement aussi bien qu'indirectement et au moyen de firmes privées spécialisées en sécurité et de services de vétérans de l'armée, d'officiers de police et d'agents de renseignements, est totalement impliqué dans le programme conduit par le Général Dayton contre le mouvement Hamas en Cisjordanie.

KL : Que devraient faire les pays tels que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour aider à un règlement pacifique ?

KM : Ils devraient simplement confirmer le droit international - l'occupation est illégale, l'annexion de Jérusalem est illégale, les colonies sont illégales, le mur de ségrégation est illégal, et le siège de Gaza est illégal. Pourtant rien n'est fait.

KL : Quelles relations le Hamas souhaite-t-il avoir avec le reste du monde, et, par exemple, avec la Grande-Bretagne ?

KM : Le Hamas défend une cause juste. À cette fin, il désire s'ouvrir au monde. Notre mouvement cherche à établir de bonnes relations et à mener un dialogue constructif avec tous ceux concernés par la situation en Palestine.

* **Ken Livingstone** est ancien maire de Londres

17 septembre

<http://www.newstatesman.com/middle-...>

Traduction de l'anglais : Anne-Marie Goossens et Claude Zurbach

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7331

2_Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Pour information,

Bonjour

Dans le cadre de la ligue des droits de l'homme de Talence, ou ma section se mobilise sur la Palestine, j'ai(Sakina Arnaud) apposé 2 autocollants boycott sur des jus de fruits en provenance de l'Israël, et pour avoir organisé des actions dans 2 super-marchés Carrefour et Auchan.

Je viens de recevoir de la part du procureur de la république de Bordeaux, un appel à comparaître le 4 novembre pour incitation à la haine raciale !!!

Voilà comment notre gouvernement compte nous impressionner en criminalisant toutes nos actions.

Solidairement

Sakina Arnaud

2-1 A. Chatta : The Guardian possède des preuves sur la violation d'Israël des droits de l'homme au cours de son agression contre Gaza.

Le quotidien britannique "The Guardian" a indiqué qu'il avait pu collecter, lors d'une enquête qu'il avait effectuée sur la dernière agression israélienne contre la bande de Gaza, des preuves affirmant qu'Israël avait commis des crimes de guerre contre l'humanité et de graves violations des droits de l'homme, en particulier l'emploi des enfants palestiniens comme bouclier humain et le bombardement des équipes médicales et des hôpitaux.

Dans un article publié par le quotidien, ce dernier a ajouté que l'enquête qu'il avait effectuée durant un mois après avoir publié les reconnaissances des soldats israéliens de commettre ces crimes a, aussi, prouvé que les civils palestiniens sans armes ont été aussi le cible des attaques des avions israéliennes sans pilote.

"Les preuves et les résultats que nous avons collectés à l'égard des crimes israéliens dans la bande de Gaza sont appuyés par des rapports et des vérités parvenus par des organisations des droits de l'homme et des témoignages des soldats israéliens " a fait noter le quotidien.

Le quotidien a cité, à cet effet, les témoignages tragiques de trois adolescents de la famille d'al-Attar, où ils décrivent l'invasion des forces israéliennes de leur maison, où ils été entraînés à l'extérieur et obligés à se mettre à genoux devant les chars israéliens pour empêcher les résistants palestiniens de réagir à leur feu.

Des cadres médicaux ont aussi affirmé que les forces israéliennes ont ouvert le feu sur les Palestiniens qui essayaient de sauver les blessés.

Selon l'organisation mondiale de la santé,

/16/ cadres médicaux ont été tués par les balles de l'occupant, alors que plus de la moitié des hôpitaux de Gaza, 27 hôpitaux, a été ciblée

et

/44/ centres thérapeutiques ont été endommagés au fait du bombardement israélien.

Le quotidien a rapporté que le président de l'organisation /médecins pour défendre les droits de l'homme/ avait souligné la grande détérioration des moralités de l'armée israélienne à Gaza en traitant avec les citoyens palestiniens à Gaza.

A. Chatta / L.A.

01 Oct

<http://www.sana.sy/fra/55/2009/10/01/247299.htm>

2-2 Silvia Cattori : Des mères horrifiées par la naissance d'enfants difformes suite à l'usage par Israël d'armes prohibées.

L'annonce par le Ministère de la Santé sous autorité du gouvernement élu du Hamas a jeté l'effroi ces jours-ci à Gaza.

En effet, dix mois après la guerre lancée contre sa population par le gouvernement israélien – guerre appelée cyniquement « Plomb durci » par les stratèges militaires de Tel Aviv - des Palestiniennes vivant dans des zones lourdement frappées par les bombardements accouchent de bébés monstrueux.

A l'hôpital Shifa on nous a parlé d'une demi-douzaine de nouveaux nés victimes de graves malformations : organes incomplets, malformations du cerveau, visages défigurés.

Les médecins et les scientifiques qui cherchent à en déterminer la cause pensent qu'il y a là un lien direct avec les armes au phosphore, DIME, ou armes à l'uranium appauvri, utilisées par l'armée israélienne dans des zones très habitées où des cas de malformation sont apparus, comme Al-Zayton, Al-Zahra, Ezzbet Abed Rabbo, et Wadi Gaza.

L'État Major israélien a-t-il choisi délibérément de contaminer ces zones densément peuplées pour expérimenter *in vivo*, les effets de ces armes sur les populations qui y sont exposées ?

Une douzaine de métaux extrêmement toxiques ont été détectés et sont actuellement toujours à l'étude ; des chercheurs italiens et français ont fait des prélèvements et les examinent pour établir si ces armes sont à l'origine de maladies nouvelles et des malformations des bébés.

Ces bébés nés malformés s'ajoutent à tous ceux qui, depuis longtemps déjà, meurent peu après leur naissance ou survivent avec de graves séquelles parce que leur mère a été sous alimentée pendant sa grossesse en raison du siège imposé à Gaza [1].

Où sont les journalistes d'investigation ?

Leur silence quand il s'agit de porter à la connaissance du monde -de manière détaillée- les actes de barbarie de l'armée israélienne, et les énormes souffrances qu'ils génèrent, n'est-il pas troublant ?

Ce qui est sûr, c'est que la désinformation bat à nouveau son plein et que les tambours de la guerre roulent à nouveau contre la principale cible actuelle des dirigeants israéliens : l'Iran.

Comme l'écrivait le Dr. Oren Ben Dor au lendemain de la guerre israélienne contre Gaza, « *Israël a besoin d'un cycle permanent de violence. Aussi longtemps que ce cycle est provoqué par une oppression quotidienne, les Israéliens arrivent à maintenir ce havre où ils peuvent s'unir derrière leur incapacité à regarder leur mentalité d'apartheid.* » [2]

Ainsi Israël, coupable de tant de crimes et de n'avoir jamais appliqué aucune des résolutions de l'ONU, incrimine les voisins qu'il veut anéantir, les uns après les autres.

Hier le Liban, puis l'Irak, puis le Liban, puis Gaza, demain l'Iran ?

Tout cela avec la complicité des gouvernements occidentaux qui rechignent maintenant à apporter leur appui au rapport Goldstone [3] accusant Israël de crimes de guerre à Gaza, rapport qui devrait conduire à traduire enfin cet État en justice devant la Cour pénale internationale.

[1] Voir : « [Gaza meurt dans l'indifférence, au su et au vu du monde](#) », par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 3 juin 2008.

[2] Voir : « [Israël : le suicide par l'autodéfense](#) », par Oren Ben Dor, 1er janvier 2009.

Voir également : « [Les racines profondes de la terreur exercée par l'État juif](#) », par Silvia Cattori, *Réseau Voltaire*, 19 janvier 2009.

[3] Voir : « [Pourquoi le rapport Goldstone est important](#) », par Richard Falk, *info-palestine.net*, 26 septembre 2009.

Silvia Cattori

Mercredi 30 septembre 2009

Source : Silvia Cattori

<http://www.silviacattori.net/...>

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Silvia_Cattori.300909.htm

2-3 Eva Bartlett : Gaza : Les veuves et les enfants commencent à mendier.

Il y a peu de parcs et d'espaces verts dans la bande de Gaza, et ceux qui existent sont remplis de gens avides de nature. Jour et nuit, les gens viennent en masse au Joondi ou au parc du Soldat Inconnu, dans le centre de Gaza. Des vendeurs s'installent; ils vendent des noix grillées, des falafels, des boissons froides, du thé et du café. Plus à l'Est, le principal parc de Gaza, où l'on doit payer 1 shekel pour entrer, abrite des arbustes, des arbres décoratifs et des fleurs bien entretenus.

Ce n'est rien en comparaison avec les arboretums ailleurs, mais il y a un peu de verdure.

Sur la principale rue Est-Ouest de Gaza, la rue Omar Mukthar, la zone commerçante la plus huppée de Rimal qui attire les acheteurs de vêtements, de parfum, d'électronique et de souvenirs.

Le stock est une pauvre collection de tissus bon marché et de matériel électronique extrêmement cher. Les habitants de Gaza n'ont pas d'autre choix à part les marchés des tunnels à Rafah. Mais en fin de compte, la majorité des produits proviennent des mêmes tunnels et finissent tous par être excessivement chers.

Ceux qui ont des shekels à dépenser vont dans les cafés branchés de Rimal ou du quartier de l'hôpital Shifa.

Mais les choix sont fondamentalement les mêmes: café arabe, cappuccino, jus de fruits, repas légers. Et le divertissement est limité à l'usage d'internet sans fil, de la musique arabe diffusée par les haut-parleurs du café et des discussions avec des amis, en fumant peut-être une pipe à eau.

Certains choisissent ces cafés pour organiser des fêtes d'anniversaire avec une interprétation en arabe de la chanson 'Happy Birthday'. Un gâteau qui coûte en moyenne 70 shekels est le clou de la fête. Mais seuls des rares privilégiés peuvent se l'offrir.

La plupart des 1,5 millions d'habitants de Gaza ne peuvent pas se permettre de telles frivolités, sans parler des repas normaux, des couches, du lait pour bébé et vêtements et des livres scolaires.

Pour la plupart des Palestiniens de Gaza, il n'y a aucun moyen d'échapper aux contraintes du siège étouffant imposé par Israël qui, avec la complicité du gouvernement égyptien et de la communauté internationale, s'est renforcé depuis Juin 2007, lorsque le Hamas a pris le pouvoir dans la bande de Gaza. Mais le siège avait débuté encore deux ans plus tôt, peu de temps après que le Hamas ait été élu début 2006. Depuis lors, les Palestiniens ont vécu sous des restrictions de plus en plus étouffantes sur ce qui peut entrer et sortir de Gaza.

Dans le quartier commerçant de Rimal, un nombre croissant de Palestiniens ont recours à la mendicité. On y trouve des veuves qui tentent de subvenir aux besoins de leurs enfants, et des enfants qui mendient eux aussi pour contribuer aux revenus de la famille.

On trouve de plus en plus d'enfants qui vendent des articles à 1 shekel dans la plupart des rues de la ville de Gaza. Les enfants, âgés de sept ou huit ans, passent leurs journées à convaincre les piétons ou les conducteurs aux feux rouges d'acheter leurs bibelots.

Il y a peu d'options de loisirs pour les jeunes. Pas de cinéma, pas de concerts, pas de boîtes de nuit, aucun des

passé-temps dont jouissent les jeunes du monde entier. C'est dû, en partie à la culture conservatrice dans la bande de Gaza, mais surtout au siège, et aux nombreuses attaques de l'armée israélienne contre Gaza. Un lieu pour le théâtre, une scène en lambris de bois dans le bâtiment de l'hôpital Al-Qods, a été incendié par un bombardement israélien au cours de la guerre de trois semaines contre Gaza cet hiver.

Dans tous les cas, le principal est d'ordre financier: avec des niveaux de pauvreté extrême pour 90% de la population selon un rapport de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (UNCATD) de septembre 2009, la majorité des Palestiniens de Gaza dépendent de l'aide alimentaire, et se débrouillent en faisant des régimes riches en glucides inadaptés, sans argent supplémentaire pour les objets de luxe comme les vêtements et les livres scolaires.

Ibrahim, Mahmoud et Mahdi, des adolescents de Beit Hanoun, finissent encore leur dernière année de lycée, et n'ont pas atteint le niveau de frustration de nombreux jeunes diplômés universitaires qui ressentent la rareté du travail à Gaza.

Ils ont encore quelques années devant eux avant de penser aux problèmes d'emploi à plein temps.

Ils passent leur temps libre à faire des choses simples: «*Nous jouons au football quatre ou cinq fois par semaine*», dit Mahdi. «*Je vais nager presque tous les jours*», explique Mahmoud, «*mais je suis toujours peur des navires de guerre israéliens. Ils ont déjà bombardé la plage.*»

Ibrahim montre une moto garée à proximité. «*Si nous avions de l'argent pour s'acheter une comme ça, nous ferions des virées sur la route côtière*», dit-il.

Sinon, les hommes (et quelques femmes) jeunes et plus âgés s'offrent le soir un narguilé et du café, du thé ou du jus de fruits, certains choisissent les cafés relativement à la mode dans la ville de Gaza, d'autres préfèrent un café local. D'autres encore se rassemblent au bord de la mer, pour profiter de l'air de la nuit et de la brise en fumant le narguilé.

Malgré les dangers des navires de guerre israéliens et la forte contamination de la mer de Gaza - avec plus de 80 millions de litres d'eaux usées déversés quotidiennement dans la mer, par manque d'usines de traitement des eaux usées - beaucoup choisissent de nager quand même. Ils ont peu d'autres options pour se rafraîchir et pour les loisirs.

«*Nous avons installé une sorte de plongeur à la pointe de la jetée*», dit un garde-côte. «*Chaque jour, on se baigne là-bas.*» Le port de Gaza est l'une des zones les plus polluées, avec un ensemble d'eaux usées, d'huiles de bateau et les déchets habituels que l'on trouve dans les marinas.

L'économie de Gaza est décimée – 95% des industries ont fermé leurs portes.

Les pêcheurs sont continuellement confrontés à la menace des navires de guerre israéliens, et luttent pour subvenir aux besoins de leurs familles. Les marchands ne peuvent pas importer de marchandises via Israël, comme ils le faisaient auparavant, et à la place ils font entrer des marchandises de contrebande par les tunnels.

Hamsa Al-Bateran, 22 ans, représente l'extrême pauvreté de Gaza. Il vit dans une seule pièce avec un plafond en amiante avec sa femme Iman et leur fils de trois mois. Il est maintenant désespéré.

Avant la naissance de son fils, Al-Bateran parcourait les rues de Gaza à la recherche de plastiques recyclables et les chargeait sur une charrette à cheval. Parfois, les gens louaient son cheval et la charrette pour déplacer des éléments importants.

«*Mon fils est tombé malade. J'ai dû vendre le cheval et la charrette pour payer ses factures d'hôpital. Maintenant, je n'ai aucun moyen pour gagner de l'argent.*»

Al-Bateran recherche toujours des moyens pour survivre. Les loisirs est un concept qu'il n'envisage même pas.

«*J'ai même pensé à travailler dans les tunnels. Je ferai n'importe quel travail, j'ai juste besoin de gagner de l'argent pour nourrir ma femme et mon bébé, lui acheter du lait*», dit-il.

Il n'a pas de carte de réfugié palestinien, et n'a donc pas droit à l'aide d'aliments secs que la plupart des réfugiés à Gaza reçoivent. Sans cela et sans aucune source de revenu, il dépend de l'aide de ses pauvres parents.

Pour un récent diplômé de l'université, les perspectives ne sont pas bonnes. Ahmed travaille dans une épicerie à Beit Hanoun.

«*Je travaille tous les jours, de 8h du matin à 18h le soir*», dit-il. «*Je gagne environ 20 shekels par jour.*» C'est le même salaire que gagnent la plupart des travailleurs agricoles, bien que ceux qui travaillent dans et à proximité de la zone tampon soient mieux payés. Mais ils affrontent la mort en raison de la politique du tirer-pour-tuer des soldats israéliens.

Mahfouz Kabariti, 51 ans, possède un magasin de décoration dans la ville de Gaza. «*J'importais de Chine. Mon entreprise a fait faillite en raison des restrictions aux importations. Maintenant j'achète des produits chers et de mauvaise qualité qui arrivent par les tunnels.*»

Comme beaucoup, il pense que ça ne sert à pas grand-chose d'ouvrir plus tôt. «*J'ouvrais ma boutique à 8 heures. Mais maintenant, je l'ouvre vers 11 heures et je ferme tôt. J'ai juste mon fils et je travaille dans la boutique maintenant. Nous avons dû laisser partir nos employés, il n'y avait pas de travail pour eux.*»

Saïd Al-Saedi, 50 ans, est pêcheur depuis plus de 30 ans. «*Dans les années 1980, nous partions en mer pendant six ou sept jours avant de revenir. Nous naviguions près la Libye, à Port Saïd en Egypte. Nous gagnions facilement 20.000 shekels par mois*», dit-il. «*Aujourd'hui, je ne pêche pas, je ne peux pas pêcher.*»

Eva Bartlett :

22/9

Source : <http://www.ipsnews.net/>

Traduction : MG pour ISM

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=12731&type=temoignage&lesujet=Famine>

2-4 Kawther Salam : Les détrousseurs de cadavres d'Israël.

Indépendamment de l'article [publié récemment par le journaliste suédois Donald Boström](#) sur le meurtre de Palestiniens par les Israéliens pour prélever des organes à des fins de trafic , et indépendamment des cris d'orfraie hystériques et des dénégations israéliennes, je tiens à présenter à mes lecteurs ce que j'ai vu, entendu et observé au cours de mes 22 ans de travail de journaliste sous occupation militaires israélienne en Cisjordanie et à Gaza.

Bilal Ahmed Ghanan, 19 ans, a été tué par les soldats israéliens, qui ont emporté son corps.

Le corps a été rendu à sa famille avec une suture allant de l'abdomen au menton - Photo : Donald Boström

Mon expérience personnelle confirme ce qu'écrit M. Boström : bien que je ne sache rien du cas qu'il décrit, celui-ci est typique de ce que les Israéliens font tout le temps en Palestine, typique de ce qu'est la "norme" depuis le début des années soixante-dix.

C'est dès le début des années 1970 que les occupants militaires israéliens ont commencé à capturer et à garder les corps de Palestiniens qu'ils avaient assassinés.

Dès le début des années soixante-dix, des milliers de Palestiniens ont été enterrés dans de multiples tombes gardées secrètes par les militaires israéliens. Dès le début des années 70 des milliers de Palestiniens victimes de l'occupation ont été « autopsiés » et nombre de leurs corps gardés dans des tombes militaires numérotées. La plupart des membres de la résistance assassinés ont été emmenés pour « autopsie » et d'autres qui n'étaient que blessés ont été enlevés de l'hôpital par des Israéliens. Cette pratique est devenue moins répandue seulement quand l'Autorité Palestinienne a commencé à gouverner , c'est à dire que dans les zones qu'elle contrôlait les personnes tuées n'ont plus jamais été "autopsiées", mais que c'était encore le cas pour les personnes tuées ou blessées dans les zones contrôlées par les Israéliens.

Le commandement militaire israélien, le Commandement Central et le soi-disant Ministère de la « défense », ne peuvent pas cacher ces faits parfaitement bien connus : l'armée israélienne assassine tout le temps des personnes, et la plupart sinon la totalité des assassinés sont emmenés pour "autopsie", nombre d'entre eux sont enterrés dans des cimetières militaires israéliens dans des tombes anonymes numérotées.

Ces faits ne peuvent pas être cachés par les déclarations fantaisistes que publie le Ministère des Affaires Etrangères israélien, ni par le criminel de guerre et terroriste cinglé Ehud Barak pas plus que par l'extrémiste corrompu Benjamin Netanyahu.

Dans de nombreux cas, les commandants militaires ou les fonctionnaires de ce que l'on appelle "l'administration civile", renvoyaient à leurs familles, en pleine nuit, les corps de Palestiniens qu'ils avaient assassinés, et après quelques jours de « détention » des corps. Les officiers de l'armée n'appelaient la famille de la victime qu'après minuit (généralement entre 1 heure et 3 heures du matin), et exigeaient que quelques parents seulement, "pas plus de 10", attendent dans la rue pour l'enterrement des corps.

La première condition posée par l'administration "civile" militaire était que l'enterrement se fasse immédiatement après réception du corps, dans l'obscurité de la nuit, pour des "raisons de sécurité" ; la deuxième condition des Israéliens était que les femmes ne participent pas à ces funérailles secrètes, également pour des "raisons de sécurité" (en fait, ils voulaient éviter que les cris de deuil des mères, sœurs et filles de la victime ne soient entendus, et donc n'alertent le voisinage sur ce crime).

A l'occasion de chaque restitution du corps de l'une de leurs victimes assassinées, des fonctionnaires de l'administration "civile" militaire suivaient le cortège funéraire, dans leurs voitures blindées grises et attendaient la fin de l'enterrement. Nombre d'autres véhicules militaires, remplis de soldats, encadraient les funérailles, et ceux-ci observaient l'enterrement de leurs victimes, s'appêtant à tout moment à tirer sur le petit nombre de participants à l'enterrement. Bien sûr, les fonctionnaires expliquaient avec insistance à la famille que c'était une grande faveur qu'il lui faisaient de rendre le corps de leur bien-aimé et de lui permettre de l'enterrer.

Des corps vides bourrés de coton

Pour quelle raison faut-il donc enterrer quelqu'un au milieu de la nuit, et encadrer le cortège funéraire d'une compagnie de soldats israéliens et de fonctionnaires de l'administration « civile » des FDI, l'armée israélienne ? Si l'enterrement est normal, et si les organes des victimes n'ont pas été volés, alors pourquoi faut-il donc qu'elles soient enterrées dans l'obscurité de la nuit ? Toutes les familles des victimes savaient que ce ne sont que des corps vides bourrés de coton qu'elles recevaient et qu'elles devaient les enterrer en pleine nuit.

« Concernant Ehud Barak, un fait : vers la fin de la première Intifada, après le début des soi-disant Accords de paix d'Oslo, le beau-frère d'un de mes oncles paternels a été assassiné par les Israéliens au check-point de Qualandia et le corps a été renvoyé à la famille, quelques jours après l'incident, bourré de coton. Ce parent de mon oncle, Mondher Naji Rashid Abdullah, était un petit entrepreneur de transports ; il n'était engagé dans aucune activité politique de quelque sorte que ce soit. Il a été assassiné le 14 Avril 1991, deux jours avant l'Aïd El Adha, une fête comparable à Noël. Résultat de cet assassinat toujours impuni à ce jour : sa femme et ses enfants sont réduits à dépendre de la charité publique

».

Ce criminel de guerre cinglé d'Ehud Barak et son État corrompu feraient mieux d'arrêter de nier ce que l'écrivain suédois Donald Bostrom a publié dans Aftonbladet. J'ai personnellement été témoin de soldats israéliens embarquant dans leurs véhicules militaires des corps de Palestiniens morts sortis des services d'urgences des hôpitaux, dans d'autres cas j'ai vu des soldats suivre des Palestiniens au cimetière et voler le corps à leur famille avant qu'il soit enterré. Cette pratique était tellement répandue que nombre de gens ont commencé à emporter

les corps à la maison pour les enterrer dans le jardin, sous la maison ou sous un arbre plutôt que d'appeler une ambulance pour les conduire à l'hôpital.

Les Israéliens ont toujours assassiné ou grièvement blessé certaines personnes lors de manifestations, et les soldats israéliens étaient au premier rang pour emporter les corps, assiéger les hôpitaux où les corps avaient été amenés par les ambulances palestiniennes- finalement les gens présents aux manifestations ont commencé à emmener les assassinés et les blessés directement dans leur famille. Tout le monde sait en Palestine que les soldats israéliens assiègent les hôpitaux pour emporter les corps. La chose la plus dégoûtante dont j'ai été témoin ce fut de voir les soldats criminels de Barak et de Netanyahu suivre les processions funéraires de Palestiniens jusqu'au cimetière pour kidnapper les corps.

La question du vol des organes de Palestiniens est connue de tout le monde en Palestine.

Tombes anonymes numérotées J'ai écrit des reportages sur ces crimes à plusieurs reprises. Dans de nombreux cas, mes reportages ont été rejetés par la censure militaire criminelle de l'occupation, et ces reportages sont toujours stockés au bureau de la censure militaire "Beth Agron" situé dans Jérusalem occupée.

Je sais que l'État criminel d'Israël récoltait les organes de Palestiniens, kidnappés par l'armée israélienne dans les salles des services d'urgences des hôpitaux palestiniens à Hébron, Naplouse, Ramallah, Djénine, et partout en Cisjordanie et à Gaza, et transféré dans l'hôpital israélien (plutôt la boucherie) d'Abou Kabir à Tel Aviv. Les familles

Les familles des victimes connaissent les fonctionnaires israéliens de la soi-disant "administration civile" qui couvrent ce crime. Chacun connaît le Capitaine Eyal, le Colonel Fouad Hahul, le Colonel Amnon Cohen (maintenant directeur du Département de l'Infrastructure de l'Administration Civile des Territoires Occupés) Rafi Geoli, « Alex » et d'autres fonctionnaires dont je ne connais pas le nom mais qui étaient toujours présents. Tout le monde connaît les hauts commandants qui les dirigent : le général de Gadi Zohar brigade (ER) Gadi Zohar (ancien chef de l'administration civile et officier de renseignements de l'Armée israélienne pendant 30 ans) , David Shafi (ancien chef de l'administration civile), le général major Gadi Shamni (ancien de la brigade IDF d'Hébron et chef actuel du commandement central), le colonel Baruch Goldstein (anciennement membre de administration « civile » de l'armée israélienne à Hébron, et actuellement de la municipalité de Jérusalem), le lieutenant-colonel Baruch Nagar (ancien chef de l'administration civile et chef actuel de l'administration de l'eau pour la Cisjordanie et Gaza), le colonel Yigal Sharon, (ancien de la brigade d'Hébron et aujourd'hui vendeur de café), le général de brigade (ER) Dov Sedaka, (ancien chef de l'administration civile et actuellement chef de la Présidence sioniste du comité de pilotage), le général major . Matan Vilnai, le général de brigade Noam Tivon, le Colonel Yehuda Fuchs, le lieutenant-colonel Udi ben Muha, commandant militaire d'Hébron, et autres. Et tout le monde savait que ces personnes ont été impliquées dans le prélèvement des organes de leurs victimes.

Le Capitaine Eyal, le Colonel Fouad Halhal , le Colonel Amnon Cohen , Rafi Geoli et nombre de ceux mentionnés ci-dessus parmi beaucoup d'autres étaient ceux qui appelaient au milieu de la nuit les familles des Palestiniens assassinés, afin de les renseigner sur les corps de leurs bien-aimés. Ces criminels racontaient aux familles palestiniennes qu'ils "avaient travaillé dur pour convaincre le QG de l'armée de faire libérer le corps de leurs proches " - ce qui impliquait que c'était une faveur, mais que les commandants militaires Shamni, Goldstein, Nagar, exigeaient que les corps soient enterrés dans l'obscurité et que « pas plus de dix personnes » ne soient autorisées à assister à l'enterrement.

« Souvent, les parents des personnes assassinées, recevant un corps vide bourré de coton, se mettaient à hurler et à crier. Ces fonctionnaires criminels et leurs soldats les forçaient alors à se taire.

Toute cette activité criminelle est non seulement une violation flagrante des droits humains, un crime horrible contre l'humanité, mais un manque de respect du caractère sacré de la vie qui ne peut s'expliquer que par les déficiences mentales de leurs auteurs. »

Si Israël n'a pas volé les ORGANES des Palestiniens assassinés, et si Israël ne désirait pas couvrir ses crimes inhumains, et si Israël respectait les conventions de Genève et les autres lois humanitaires, du temps de paix et du temps de guerre, Israël ne s'adonnerait pas à l'enlèvement et au transfert vers Abou Kabir , l'« hôpital » de Tel-Aviv, de centaines, voire de milliers de corps de Palestiniens assassinés lors de manifestations pacifiques dans les villes de Cisjordanie.

S'il n'est point vrai que les Israéliens collectent les organes des Palestiniens assassinés, alors pourquoi transférer les corps de leurs victimes et les charcuter à Abou Kabir ? Les raisons de la mort étaient connues. Les victimes avaient toutes reçu des balles dans la tête ou la poitrine venant des tireurs d'élite israéliens.

Par delà tous les gémissements et toutes les criaileries israéliennes suite à l'article du journal suédois, reste le fait que des centaines, voire des milliers de corps et aussi des personnes que les gens savaient être encore en vie ont été transférés au centre d'autopsie d'Abou Kabir et rendus à leurs familles bourrés de coton. Des centaines de victimes ont été ensevelies dans l'obscurité par leurs familles, et des centaines ou des milliers d'autres corps sont gardés par Israël dans ses tombes numérotées.

Au cours de la première Intifada, et durant le soi-disant temps de paix, j'ai personnellement vu comment l'armée israélienne enlevait les corps de Palestiniens et les blessés graves de la salle d'urgence de l'hôpital Princesse Alia d'Hébron (Al Khalil). Quelques années plus tard, j'ai vu aussi comment l'armée israélienne a enlevé des corps de Palestiniens morts du nouvel Hôpital El Ahli : toute la zone fut déclarée zone militaire, l'hôpital fut encerclé et envahi par les troupes, personne n'était autorisé à se déplacer à l'intérieur du bâtiment. Tous les corps de Palestiniens morts mais aussi celui de personnes que l'on savait vivantes et qui furent tuées juste avant, furent emmenés à Abou Kabir pour « autopsie ».

Considérant ces faits, tout ce que je sais et tant qu'Israël n'a pas clarifié l'identité des personnes membres de la mafia de la collecte d'organes, la seule conclusion est que :

Tous les officiers israéliens et le personnel civil de la soi-disant l'administration civile en service en Cisjordanie, depuis le début des années soixante-dix, ont participé ou du moins couvert la collecte d'organes prélevés sur les Palestiniens, ou étaient à tout le moins complices, sans doute de prenant part probablement au racket pour de l'argent.

Tous les médecins israéliens et le personnel travaillant à Abou Kabir depuis le début des années soixante-dix ont été engagés impliqués dans la collecte et la vente d'organes de Palestiniens.

Tous les tireurs d'élite des Forces de Défense Israéliennes et autres soldats qui ont abattu des Palestiniens (et des étrangers) lors de manifestations pacifiques sont et ont été complices de la mafia qui collecte et vend les organes de Palestiniens tués, et pour le moins certains de ceux impliqués dans ces crimes ont été rétribués.

Le centre de commandement des Forces de Défense Israéliennes et le plus grand nombre, sinon tous les officiers de la chaîne de commandement jusqu'à la base, savent parfaitement ce qui se passe, et sont de connivence en ce qui concerne le prélèvement d'organes des Palestiniens qu'ils tuent, ils établissent le planning et la logistique pour la réalisation des crimes, et forcent les familles des victimes à se taire. Tout l'Etat israélien et toute la nation israélienne qui acceptent la poursuite de l'occupation militaire sont impliqués dans ces crimes contre l'humanité.

La plus grande partie, sinon l'establishment médical israélien dans son entier, sait ce qui se passe, et garde le silence, soit parce qu'ils reçoivent de l'argent, soit parce qu'ils reçoivent d'autres formes de récompense pour leur complicité dans ces crimes. Ceci est confirmé par les griefs répétés des médecins d'autres pays à l'encontre d'Israël qui est l'un des rares pays dont la législation n'interdit pas le trafic d'organes ou des parts de corps.

Le ministère de la santé

israélien est pleinement informé de ce qui se passe. Ceci est corroboré par les rapports, sur les déclarations de trafiquants d'organes arrêtés au Brésil et en Afrique du Sud en 2003, selon lesquels des « business contacts » leur avaient été fournis par des « gens du gouvernement israélien » et que les transplantations d'organes étaient financées par le gouvernement israélien.

Je pense que le gouvernement israélien et tous ceux soupçonnés d'être complices se doivent de répondre à quelques questions difficiles, avant de se plaindre d'un rapport bien écrit paru dans un journal suédois et qui parle d'un seul cas parmi des milliers :

Où sont les corps des deux frères Imad et Adel Awad Allah d'Al-Bireh, du district de Ramallah, assassinés le 10 Septembre 1998 dans la ferme d'Akram Maswadeh près d'Hébron ?

Où sont les corps de Hani Ahmad Kharboush et Adel Mohammad Hadaideh assassinés le 6 Juin 2003 à "Ateel", une ville au nord de Tulkarem en Cisjordanie ?

Où est le corps de Borhan Sarhan, qui a été assassiné le 4 Octobre 2003 dans le camp de réfugiés de Tulkarem ?

Où est le corps de Hassan Issa Abbas, assassiné le 9 Octobre 1994, à Jérusalem ?

Où est le corps de Hisham Hamad, assassiné dans la bande de Gaza, le 11 Novembre 1993 ?

Où est le corps de Salah Jad Allah Salem, assassiné le 14 Octobre 1994 ?

Où sont les corps des deux ressortissants japonais qui ont été assassinés en 1972 ?

Israël est-il à même de prouver que les organes de ces gens, et ceux des centaines, voire des milliers de Palestiniens enterrés dans des tombes numérotées de l'armée israélienne, n'ont pas été volés ?

Pourquoi Israël enterre-il les victimes de son occupation en secret, dans des tombes numérotées, s'il n'y a pas eu vol de leurs organes ?

Je connais à l'avance la réponse de ces sophistes criminels d'Israël : ils vous diront que tous ces gens enterrés dans leurs tombes numérotées étaient des « terroristes » ou des « inconnus ».

Mais moi j'affirme que ce sont là des MENSONGES et la propagande habituelle utilisée par Israël pour couvrir ses crimes. Nombre de personnes enterrées dans ces tombes n'étaient pas des « terroristes », mais engagées dans une résistance légitime, et nombre d'entre-elles des manifestants pour la paix, et aucune d'elles n'était inconnue. La seule chose qui a été inconnue ou passée sous silence, ce jour, c'est que les Israéliens sont des meurtriers, des voleurs d'organes, un État criminel d'occupation, commettant toutes sortes de crimes contre l'humanité pour le plaisir et profit.

« Le Docteur Yehuda Hiss a charcuté trois adolescents de Gaza »

Une autre question sur laquelle les Israéliens doivent quelques explications, c'est l'histoire des trois adolescents de la bande de Gaza. Dans la soirée du dimanche 30 Décembre 2001, l'occupation militaire israélienne a tiré plusieurs salves d'artillerie en direction de ces trois adolescents au nord de Beit Lahiya dans la bande de Gaza. Ils s'appelaient Mohammed Ahmed Banat, 15 ans, Mohammed Abd El-Rahman Al-Madhoun, 16 ans, et Mohamed Ahmed Lebed, 17 ans.

Après Yehuda Hissles avoir assassinés d'une salve de projectiles à fléchettes, un véhicule militaire les a rejoints et leurs corps furent emmenés à Abou Kabir à Tel Aviv pour « autopsie », et ce sans le consentement de leurs familles, sans la délivrance d'un quelconque mandat conforme à la loi pour procéder à l'autopsie. Le patron du département de pathologie d'Abou Kabir (du soi-disant Institut Médico-légal), le docteur Yehuda Hiss, affirma qu'il avait reçu ces enfants sans connaître leurs noms, et qu'on les avait tous trouvés tués par des clous que l'on trouve dans les munitions des tanks (les fléchettes).

Hiss enfreignait la loi israélienne quand il a accepté les corps des enfants sans savoir qui ils étaient et à l'insu de leurs familles, mais ce n'était pas son souci. Les trois corps furent donnés à l'Autorité palestinienne plusieurs jours après leur meurtre., bourrés de coton,

Le directeur du Centre de Jérusalem pour la Démocratie et les Droits Humains, Salim Khalleh, a déclaré que leur organisation a été en mesure de documenter les cas de 270 corps de Palestiniens "retenus" dans les mains de l'occupation israélienne, et enterrés dans des tombes numérotées des cimetières militaires secrets ou dans des compartiments numérotés d'installations frigorifiques. Parmi ces cas, il en est 24 qui sont des citoyens palestiniens de la ville de Tulkarem. Le 8 avril 2009, les familles de ces personnes dont les corps sont encore aux mains de Israéliens ont manifesté à Tulkarem. Les manifestants ont transmis une pétition au directeur de la Croix-Rouge, par laquelle ils demandaient que les organisations internationales fassent pression sur Israël afin qu'il libère les corps de leurs fils.

Ce qui suit sont quelques-uns des noms de Palestiniens, publiés par le Centre pour la Démocratie et les Droits Humains de Jérusalem et dont le corps est toujours entre les mains d'Israël, en plus de centaines d'autres. La question est : où sont ces corps ? Sont-ils dans des chambres froides, ou ont-ils été enterrés dans des tombes numérotées après que leurs organes eurent été prélevés ? Pourquoi ne les rend-on pas à leurs familles si ce n'est pour couvrir les crimes israéliens ?

Abdel-Fattah Mohamed Badir. - assassiné près de Jéricho, le 15-7-1975.

Murad Mohammed Abu Assal -assassiné le 30-01-2002

Sarhan Burhan Sarhan - assassiné au cours de l'invasion du camp de réfugiés de Tulkarem le 4.10.2003.

Saif Allah Bashir Badran - assassiné près de la colonie illégale de Mawr le 1/1/2003.

Adel Mohamed Hadaydeh - assassiné dans "Atteel", une ville au nord de Tulkarem sur 16-6 -2003.

Tarek Samir Sfaqeh - assassiné dans la colonie illégale de Hermesh 30-10-2002.

Faiz Mohammed Awad - assassiné au Liban le 17-8-1967.

Ramzi Ardah Fakhri - assassiné le 3-4 - 2004 dans la colonie illégale d'Avnei Hefetz.

Khalid Ahmed Abul-Ezz - assassiné le 30-10-2002 à Zeita près du Mur de l'apartheid.

Khaled Subhi Sandjak - assassiné dans la colonie illégale de Sha'ar Ephraim.

Muaiad Mahmoud Salah Al-Din - s'est fait exploser le 8.11.2001.

Abed El-Basset Mohamed Odeh - s'est fait exploser le 27-3-2002.

Ahmed Sami Gawi - assassiné à Netanya le 12.7.2005.

Mohammad Jamel Faraj.

Ahmed Ibrahim Abed Allah - assassiné à Jérusalem Juin 1967.

Iyad Naeem Radad - assassiné le 15-7-1979 à Al-Zawieh près de Salfit.

Rami Mohammed Idris - assassiné à Netanya le 31-3-2002.

Mahmoud Ahmed Marmash - s'est fait exploser le 18-5-2001.

Mufed Mohammad Asrawi - assassiné à Baqa Al-Garbiah le 21-2-2002.

Muhammad Ali Abu Zeneh - tué dans la vallée du Jourdain le 12.5.1969.

Lutfi Amin Abou Saada - s'est fait exploser à Netanya le 25-12-2006.

Omani Ahmad Kryosh - assassiné à "Atteel", près de Tulkarem le 5.6.2003.Mashhour Aruri

Mashhour Aruri - assassiné le 18 Mai 1976 avec trois autres personnes du Liban.

Les corps de 88 Palestiniens de la bande de Gaza, dont on sait qu'ils sont aux mains d'Israël (pas de noms donnés).

Abed Allah et ses amis Kallab Mohamed Abed El-Qader Abu Al-Zulof et Mohamed Hanafi - tous du camp de réfugiés de Rafah, disparus le 7 Mars 1988.

Fadi Ahmed Al-Amoudi, âgé de 22 ans, de Beit Hanoun - assassiné le 17 avril 2004 au poste de contrôle militaire d'Eretz

FerwanaAbed Al-Naser Ferwana, directeur du Département des Statistiques au Ministère des Prisonniers dans l'Autorité Nationale palestinienne, ancien prisonnier et chercheur dans le domaine des prisonniers palestiniens d'Israël, intervenant compétent dans les affaires des prisonniers, a déclaré que le nombre de prisonniers palestiniens assassinés après leur arrestation et leur détention dans les prisons israéliennes a fortement augmenté au cours de l'Intifada Al Aqsa . Ils représentent le double du nombre de gens que les Israéliens ont assassinés en un quart de siècle, après qu'ils eurent occupé la Cisjordanie et de Gaza. Les corps de ces prisonniers assassinés, sont aussi également conservés dans les cimetières secrets israéliens et dans quelques rares cas ils sont restitués deux semaines après leur assassinat par les Israéliens. Nouvelle preuve, selon Ferwana, que les Israéliens collectent leurs organes.

Sabri AlrojoubLe fou criminel Ehud Barak, les gens du Centre de Commandement Israélien, le ministre des Affaires étrangères et autres impliqués dans ces crimes inhumains devraient cesser de menacer le journaliste suédois Donald Boström avec leurs jérémiades criminelles, vu qu'ils sont les premières personnes sur lesquelles on devrait enquêter, non seulement à cause de ces monstruosité mais aussi pour crimes de guerre , crimes contre l'humanité et génocide. Le temps de faire taire les journalistes et de réduire la liberté d'expression est terminé.

Pour l'opinion publique mondiale la criminalité d'Israël fait horreur et non moins la répétitive et stupide criailerie à l'« antisémitisme » chaque fois que l'un de ses crimes est découvert. L'invocation permanente et inadéquate de l'Holocauste fait bailler au point que personne n'y prête attention et qu'elle ne contribue plus à couvrir leurs crimes. Les sophistes criminels d'Israël feraient mieux d'élucider où sont enterrés tous ces corps cités, et où sont passés leurs leurs organes.

Si les Israéliens s'entêtent et provoquent des ennuis judiciaires à Donald Boström, je me porterai volontaire pour témoigner en sa faveur à propos de ces crimes dégoûtants des Israéliens, et j'en appelle à tous les Palestiniens qui ont un tel cas dans leur famille, de s'offrir à témoigner en faveur de M. Boström si cela s'avérait nécessaire.

Kawther SALAM

10 septembre 2009 : EDT par [admin](#)

De la même auteure :

[Connivence UE/Israël contre les Palestiniens ?](#) - 8 mars 2009

[Noms et photos de criminels de guerre israéliens à Gaza](#) - 2 février 2009

23 août 2009 - Tlaxcala - Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?referer...>

Traduction par BarbeG - Article original à : <http://www.kawther.info/wpr/2009/08...>

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=4625>

2-5 Khaled Mechaal : la paix passe par le retour aux frontières de 1967.

Loin de vouloir la « destruction d'Israël », les dirigeants du Hamas réaffirment régulièrement qu'ils recherchent un accord de paix et de reconnaissance mutuelle avec Israël sur la base des frontières de 1967.

Tout comme Ismail Haniyeh, qui a défendu cette position dans une lettre adressée mardi au secrétaire général de l'ONU, Khaled Mechaal, le dirigeant du Hamas exilé à Damas, considère qu'un « règlement pacifique réaliste du conflit devrait commencer par un accord de cessez-le feu entre les deux parties, basé sur un retrait complet d'Israël de tous les territoires occupés en 1967. » Ce sont, dit-il, « l'intransigeance israélienne et l'absence de volonté d'agir de la part de la communauté internationale qui entravent ce règlement. » Dans un entretien accordé à Ken Livingstone, il s'exprime sur les perspectives de paix, le blocus de Gaza, la désunion palestinienne.

Khaled Mechaal s'entretient avec Ken Livingstone, pour le New Statesman, 22 septembre 2009

Ken Livingstone : Pourriez-vous parler un peu de votre enfance et des expériences qui ont façonné le développement de l'homme que vous êtes aujourd'hui ?

Khaled Mechaal : Je suis né dans le village cisjordanien de Silwad, près de Ramallah, en 1956. Dans ma jeunesse, mon père m'a raconté comment il avait participé à la révolution palestinienne contre le mandat britannique en Palestine dans les années trente et comment il avait combattu aux côtés d'autres Palestiniens, avec des armes rustiques, contre les organisations sionistes, bien équipées et entraînées, qui attaquaient les villages palestiniens en 1948.

J'ai vécu à Silwad pendant 11 ans avant la guerre de 1967, lorsque j'ai été obligé avec ma famille de quitter la maison et de m'installer en Jordanie, comme des centaines de milliers de Palestiniens. Ce fut une expérience traumatisante que je n'oublierai jamais.

KL : Que vous est-il arrivé après la guerre ?

KM : Peu de temps après, j'ai quitté la Jordanie pour le Koweït, où mon père avait déjà vécu et travaillé avant 1967. Après avoir terminé mes études primaires en 1970, j'ai rejoint le prestigieux lycée Abdullah al-Salim. Dans les années soixante-dix, il était au centre d'une intense activité politique et idéologique.

Au cours de ma deuxième année au lycée Al-Salim, j'ai rejoint les Frères Musulmans. Après avoir terminé ma quatrième année j'ai obtenu avec succès l'admission à l'Université du Koweït, où j'ai suivi un cursus en physique. A l'université du Koweït, il y avait une section active de l'Union Générale des Etudiants Palestiniens (UGEP), qui était sous le contrôle absolu du mouvement Fatah. Mes camarades islamistes et moi avons décidé en 1977 de rejoindre l'UGEP, dont nous étions auparavant restés à l'écart, et nous nous sommes présentés aux élections. Toutefois, travailler à l'intérieur du GUP s'est avéré impossible, nous nous sentions constamment entravés, et avons compris que nous autres islamistes n'y avions aucune chance. En 1980, deux ans après mon diplôme, mes jeunes collègues ont décidé de quitter l'UGEP et de former leur propre association palestinienne sur le campus. De nombreux étudiants avaient été déçus par les dirigeants palestiniens, qui semblaient vouloir se contenter de beaucoup moins que ce dont ils avaient rêvé en grandissant, à savoir la libération totale de la Palestine et le retour de tous les réfugiés dans leurs foyers.

KL : Quelle est la situation à Gaza aujourd'hui ?

KM : Gaza est aujourd'hui en état de siège. Les passages sont fermés la plupart du temps, et depuis des mois les victimes de la guerre israélienne contre Gaza se sont vues refuser l'accès aux matériaux de construction pour rebâtir leurs maisons détruites. Les écoles, les hôpitaux et les maisons dans de nombreuses parties de la bande de Gaza doivent être reconstruites. Des dizaines de milliers de personnes restent sans abri. A l'approche de l'hiver, les conditions de ces victimes ne feront que s'aggraver avec le froid et la pluie. Un million et demi de personnes sont prises en otage dans l'une des prisons les plus grande de l'histoire de l'humanité. Ils sont incapables de se déplacer librement hors de la bande, que ce soit pour un traitement médical, l'éducation ou tout autre besoin. Ce à quoi nous assistons à Gaza c'est à un désastre et un crime contre l'humanité perpétrés par les Israéliens. La communauté mondiale, par son silence et son indifférence, agit en complice de ce crime.

KL : A votre avis, pourquoi Israël impose-t-il toujours le siège de Gaza ?

KM : Les Israéliens prétendent que le siège est justifié par des raisons de sécurité. L'objectif réel est de faire pression sur le Hamas en punissant toute la population. Les sanctions ont été mises en place peu après la victoire du Hamas aux élections palestiniennes en janvier 2006. Bien que la sécurité soit l'une de leurs préoccupations, ce n'est pas la principale motivation. L'objectif principal est de provoquer un coup d'Etat contre le résultat des élections démocratiques qui ont porté le Hamas au pouvoir. Les Israéliens et leurs alliés cherchent à

provoquer l'échec du Hamas en persécutant le peuple. C'est là une entreprise affreuse et immorale. Aujourd'hui, le siège continue malgré le fait que nous ayons observé un cessez le feu durant les six derniers mois. L'an dernier, une trêve avait été observée de juin à décembre 2008. Pourtant, le siège n'a jamais été levé, et les sanctions sont restées en place. L'objectif principal du siège est d'affaiblir le Hamas. Les Israéliens espèrent retourner la population contre le Hamas en augmentant les souffrances de tous les habitants de la bande de Gaza.

KL : Combien de partisans du Hamas et de représentants élus du Hamas sont détenus en Israël ? Ont-ils tous été accusés et reconnus coupables de crimes ?

KM : Sur un total de 12 000 prisonniers palestiniens détenus en Israël, environ 4000 sont membres du Hamas. Il s'agit notamment des dizaines de ministres et parlementaires (les membres du Conseil Législatif Palestinien). Une dizaine ont été récemment libérés, mais environ 40 membres du CLP restent en détention. Certains ont été condamnés à des peines, mais beaucoup sont détenus au titre de ce que les Israéliens appellent la détention administrative. Le seul crime dont ces gens sont accusés, c'est leur appartenance au groupe parlementaire du Hamas. L'exercice du droit démocratique est considéré comme un crime par Israël. Tous ces Palestiniens sont traduits en justice devant un système israélien qui n'a rien à voir avec la justice. Le système judiciaire israélien est un instrument de l'occupation. En Israël, il existe deux systèmes judiciaires : l'un s'applique aux Israéliens et l'autre s'applique aux Palestiniens. Il s'agit d'un régime d'apartheid.

KL : Dans le blocus de Gaza, quel rôle jouent le cas échéant les autres États et institutions, tels que les États-Unis, l'Union européenne, la Grande-Bretagne, l'Égypte ou l'Autorité palestinienne ?

KM : Le blocus de Gaza n'aurait jamais réussi sans la collusion des pouvoirs régionaux et internationaux.

KL : A votre avis, comment le blocus pourrait-il être levé ?

KM : Pour que le blocus soit levé, la primauté du droit international doit être respectée. Les droits humains fondamentaux des Palestiniens et leur droit à vivre dans la dignité et exempts de persécutions doivent être reconnus. Il faut une volonté internationale de servir la justice et faire respecter les principes fondamentaux du droit international des droits de l'homme. La communauté internationale devrait se défaire de l'entrave des pressions exercées par Israël, dire la vérité et agir en conséquence.

KL : Israël affirme que le bombardement et l'invasion de Gaza l'an dernier faisaient suite à la rupture répétée du cessez le feu par le Hamas et des tirs de roquettes sur le sud d'Israël. Est-ce le cas ?

KM : Les Israéliens ne disent pas la vérité. Nous avons eu un accord de trêve avec Israël à partir du 19 juin jusqu'au 19 décembre 2008. Pourtant, le blocus n'a pas été levé. L'accord prévoyait un cessez-le feu bilatéral, la levée du blocus et l'ouverture des points de passage. Nous avons pleinement respecté le cessez le feu tandis qu'Israël ne l'a observé que partiellement, et vers la fin de la période, il a repris les hostilités. Pendant toute cette période, Israël a maintenu le siège et a seulement ouvert par intermittence quelques points de passage, n'autorisant le transit que de 10% seulement des livraisons nécessaires pour les besoins fondamentaux de la population de Gaza.

Israël a tué la possibilité d'un renouvellement de la trêve car elle a été violée délibérément et à plusieurs reprises. J'ai toujours informé mes visiteurs occidentaux, y compris l'ancien président américain Jimmy Carter, que lorsque l'on proposerait au Hamas une trêve incluant la levée du blocus et l'ouverture des points de passage, le Hamas adopterait une attitude positive. Jusqu'à présent, personne ne nous a fait une telle offre. En ce qui nous concerne, ce blocus équivaut à une déclaration de guerre qui justifie l'auto-défense.

KL : Quels sont les objectifs et l'idéologie du Hamas ?

KM : Notre peuple a été victime d'un projet colonial nommé Israël. Pendant des années, nous avons subi diverses formes de répression. La moitié de notre peuple a été dépossédée [de sa terre] et se voit refuser le droit de retourner dans ses foyers, et l'autre moitié vit sous un régime d'occupation qui viole ses droits humains fondamentaux. Le Hamas lutte pour la fin de l'occupation et pour la restauration des droits de notre peuple, y compris le droit à retourner chez soi.

KL : Quelle est votre opinion sur les raisons du conflit entre l'Etat d'Israël et les Palestiniens ?

KM : Ce conflit est le résultat de l'agression et l'occupation. Notre lutte contre les Israéliens n'est pas menée parce qu'ils sont juifs, mais parce qu'ils ont envahi notre patrie et nous ont dépossédés. Nous n'acceptons pas que les juifs aient le droit de prendre nos terres et de nous expulser parce qu'ils ont auparavant été persécutés en Europe. Les injustices subies par les Juifs en Europe ont été horribles et criminelles, mais elles n'ont pas été perpétrées par les Palestiniens ou les Arabes ou les musulmans. Alors, pourquoi devrions-nous être punis pour les péchés d'autrui, ou devrions nous payer pour leurs crimes ?

KL : Pensez-vous qu'Israël ait l'intention de continuer à étendre ses frontières ?

KM : Israël n'a pas officiellement défini ses frontières. Lorsque Israël a été créé dans notre pays, il y a 62 ans, ses fondateurs rêvaient d'un « Grand Israël » qui s'étendrait du Nil à l'Euphrate. L'expansionnisme s'est manifesté à plusieurs reprises : en 1956, en 1967 et plus tard par l'occupation de certaines parties du Liban dans les années quatre-vingts. La faiblesse arabe, la supériorité militaire israélienne, le soutien apporté à Israël par les puissances occidentales, et les massacres qu'il était prêt à commettre contre les civils non armés en Palestine, en Égypte et au Liban, lui ont permis de s'agrandir avec le temps. Bien que cet expansionnisme soit encore présent dans l'esprit de nombreux Israéliens, il semblerait que ce ne soit plus une option praticable. Les résistances libanaise et palestinienne ont forcé Israël à se retirer unilatéralement de terres qu'il avait précédemment occupé par la guerre et l'agression. Alors que dans le passé, Israël a réussi à vaincre plusieurs armées arabes, il se heurte aujourd'hui à une résistance formidable qui non seulement contrecarre son expansionnisme, mais aussi, avec le temps, l'obligera à renoncer à d'autres terres qu'il occupe illégalement.

KL : Quels sont vos objectifs principaux ? Le Hamas est-il avant tout une organisation politique ou religieuse ?

KM : Le Hamas est un mouvement de libération nationale. Nous ne voyons pas de contradiction entre notre identité islamique et notre mission politique. Lorsque nous nous engageons contre les occupants par la résistance et luttons pour les droits de notre peuple, nous sommes fiers de notre identité religieuse qui vient de l'Islam. Contrairement à l'expérience des Européens avec le christianisme, l'Islam ne prévoit pas et ne demande pas de reconnaître une autorité ecclésiastique. Il prévoit simplement un ensemble de grandes orientations dont les interprétations détaillées sont soumises aux fins de l'homme (ijtihad) et en émanent.

KL : Voulez-vous la destruction d'Israël ?

KM : Ce qui se déroule en réalité, c'est la destruction du peuple palestinien par Israël. C'est lui qui occupe notre terre et nous exile, qui nous tue, nous emprisonne et persécute notre peuple. Nous sommes les victimes, Israël est l'opresseur, et non vice versa.

KL : Pourquoi le Hamas recourt-il à l'usage de la force dans ce conflit ?

KM : Notre peuple a recours à la lutte armée parce que rien d'autre ne fonctionne. La conduite d'Israël et la complicité de la communauté internationale, que ce soit par le silence ou l'indifférence ou la confusion actuelle, justifie la résistance armée. Nous aimerions voir ce conflit résolu pacifiquement. Si l'occupation prenait fin et que notre peuple puisse exercer son droit à l'auto-détermination dans sa patrie, il n'y aurait alors aucun besoin de recourir à la force. La réalité, c'est que près de 20 années de négociations pacifiques entre les Palestiniens et les Israéliens n'ont restauré aucun de nos droits. Au contraire, nous avons subi plus de souffrances et plus de pertes en raison des concessions unilatérales faites par la partie palestinienne dans la négociation.

Depuis que l'OLP a conclu l'accord de paix d'Oslo avec Israël en 1993, davantage de terres palestiniennes en Cisjordanie ont été expropriées par les Israéliens pour construire plus de colonies juives illégales, étendre celles qui existent déjà ou construire des routes à usage exclusif des Israéliens vivant dans ces colonies. Le mur de l'apartheid que les Israéliens ont érigé le long de la Cisjordanie a occupé de vastes zones de la terre qui était censée être rendue aux Palestiniens selon les termes de l'accord de paix.

Le mur de l'apartheid et les centaines de postes de contrôle ont transformé la Cisjordanie en enclaves isolées, comme des cellules dans une grande prison, ce qui rend la vie insupportable.

Jérusalem est constamment chamboulée afin de modifier son paysage et son identité, et des centaines de maisons palestiniennes ont été détruites dans la ville et alentour, faisant de milliers de Palestiniens des sans abri dans leur propre patrie. Au lieu de libérer les prisonniers palestiniens, les Israéliens ont arrêté 5 000 palestiniens de plus depuis la conférence de paix d'Annapolis en 2007. Ces actes témoignent qu'ils ne sont tout simplement pas intéressés par la paix.

KL : Le Hamas a-t-il des activités militaires en dehors de la Palestine ?

KM : Non, depuis sa création il y a 22 ans, le Hamas a limité son champ d'opération militaire à la Palestine occupée.

KL : Souhaitez-vous établir un Etat islamique en Palestine, dans lequel toutes les autres religions auraient une position subalterne ?

KM : Notre priorité en tant que mouvement de libération nationale est de mettre fin à l'occupation israélienne de notre patrie. Une fois que notre peuple sera libre sur sa terre et jouira du droit à l'auto-détermination, lui seul aura le dernier mot sur le système de gouvernance sous lequel il souhaite vivre. Notre ferme conviction, c'est que l'Islam ne peut être imposé au peuple. Nous ferons campagne, dans un processus pleinement démocratique, pour un programme islamique. Si c'est l'option retenue par le peuple, ce sera alors son choix. Nous croyons que l'Islam est le meilleur guide et le meilleur garant des droits des musulmans et des non-musulmans.

KL : Le Hamas impose-t-il le vêtement islamique à Gaza ? Par exemple, est-il obligatoire pour les femmes de porter le hijab, le niqab ou la burqa à Gaza ?

KM : Non. Le Hamas tire ses concepts de la culture et de la religion du peuple. L'Islam est notre religion et est le constituant de base de notre culture. Nous ne nions pas que d'autres Palestiniens aient le droit d'avoir des visions différentes. Nous n'imposons au peuple aucune règle concernant la religion ou le comportement social. Les pratiques religieuses dans la société à Gaza sont authentiques et spontanées, elles n'ont pas été imposées par une autorité autre que la foi et la conviction des pratiquants.

KL : On dit que la division du peuple palestinien entre la Cisjordanie et Gaza et entre le Fatah et le Hamas, qui affaiblit de toute évidence leur position, provient du fait que le Hamas a pris le pouvoir par la force à Gaza. Est-ce le cas et comment expliquez-vous cette division ?

KM : Sans aucun doute, la division affaiblit les Palestiniens et nuit à leur cause. Toutefois, cette division n'est pas causée par le Hamas, mais par la volonté de certains acteurs régionaux et internationaux d'inverser les résultats issus de la démocratie palestinienne. Ils ont été consternés que le Hamas ait été élu par le peuple palestinien. La division est aggravée par l'existence d'un parti palestinien qui cherche à se renforcer grâce à ces mêmes acteurs régionaux et internationaux, y compris les États-Unis et Israël, qui souhaitent voir le Hamas mis hors jeu. Peu de temps après sa victoire aux élections de janvier 2006, tous les efforts ont été déployés pour saper la capacité du Hamas à gouverner.

Lorsque ces efforts ont échoué, le général américain Keith Dayton, qui occupe actuellement la fonction de coordonnateur sur les questions de sécurité pour Israël et l'Autorité palestinienne, a été dépêché à Gaza pour préparer un coup d'Etat contre le gouvernement d'unité nationale du Hamas qui était sorti de l'accord de La Mecque de 2007. Ce complot a poussé le Hamas à agir à Gaza en état de légitime défense durant les événements de juin 2007. L'affirmation selon laquelle le Hamas aurait effectué un coup d'Etat est sans fondement

parce que le Hamas était le premier gouvernement démocratiquement élu. Tout ce qu'il a fait, c'est d'agir contre ceux qui ont fomenté un coup d'Etat contre lui sous les ordres et les directives du général Dayton.

KL : Les autres formations politiques ou religieuses, comme par exemple le Fatah, jouissent-elles des libertés démocratiques à Gaza ? Quelle est la situation des membres du Hamas dans les territoires de Cisjordanie contrôlés par le Fatah ?

KM : Certaines factions palestiniennes ont été inspirées par le nationalisme arabe, d'autres par le marxisme ou le léninisme, et d'autres par le libéralisme. Même si nous croyons fermement que ces idées sont étrangères à notre peuple et n'ont pas réussi à répondre à leurs aspirations, nous insistons pour que le peuple soit l'arbitre final pour déterminer par qui il désire être conduit et quel est le système de gouvernement qu'il désire. La démocratie est donc notre meilleure option pour régler nos différents internes entre Palestiniens. Quoi que le peuple choisisse, cela devra être respecté.

Nous nous efforçons au mieux de notre capacité de protéger les droits de l'homme et les libertés civiles des membres du Fatah et de toutes les autres organisations de la bande de Gaza. En revanche, les Palestiniens de Cisjordanie vivant sous occupation israélienne et [sous la responsabilité de] l'Autorité palestinienne à Ramallah, continuent d'être privés de leurs droits fondamentaux. Le général Dayton supervise la répression dure et brutale contre le Hamas et d'autres groupes palestiniens en Cisjordanie. Plus de 1 000 prisonniers politiques, y compris des étudiants, des universitaires et des professionnels de différents secteurs, sont pourchassés, arrêtés et torturés, parfois à mort, par les des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, qui sont entraînées et financées par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union européenne.

KL : Pensez-vous qu'il soit possible de rassembler le peuple palestinien ? Si oui, comment pensez-vous que cela puisse être accompli, et selon quel calendrier ?

KM : Il est possible de rassembler les Palestiniens. Pour ce faire, deux choses sont nécessaires. Premièrement, les interventions et les demandes émanant de l'étranger doivent cesser. Le peuple palestinien doit être laissé gérer ses différences, sans pression extérieure. Deuxièmement, toutes les parties palestiniennes doivent respecter les règles du jeu démocratique et se soumettre aux résultats de ce processus.

KL : le refus du Hamas de reconnaître Israël est fréquemment cité comme étant un obstacle insurmontable pour les négociations et un règlement de paix.

KM : Cette question est uniquement utilisée comme un prétexte. Israël ne reconnaît pas les droits du peuple palestinien, mais cela n'est pas considéré comme un obstacle à la reconnaissance internationale d'Israël ou à sa participation aux négociations. La réalité, c'est qu'Israël est celui qui occupe la terre et détient le pouvoir. Plutôt que de demander aux Palestiniens, qui sont les victimes, c'est Israël, qui est l'opresseur, qui devrait être invité à reconnaître les droits des Palestiniens.

Dans le passé, Yasser Arafat a reconnu Israël, mais n'a pas obtenu grand chose. Aujourd'hui, Mahmoud Abbas reconnaît Israël, mais nous attendons toujours les dividendes promis par le processus de paix.

Israël ne fait des concessions que sous la pression. En l'absence de toute pression tangible sur Israël par les Arabes ou par la communauté internationale, aucun règlement ne pourra réussir.

KL : Avez-vous une « feuille de route » définissant les étapes intermédiaires qui pourraient vraisemblablement mener à un règlement pacifique du conflit ? Pensez-vous que les juifs, les musulmans et les chrétiens puissent un jour vivre ensemble en paix en Terre Sainte ?

KM : Nous, au Hamas, pensons qu'un règlement pacifique réaliste du conflit devrait commencer par un accord de cessez-le feu entre les deux parties, basé sur un retrait complet d'Israël de tous les territoires occupés en 1967. Ce sont l'intransigeance israélienne et l'absence de volonté d'agir de la part de la communauté internationale qui entravent ce règlement. Nous pensons que c'est seulement lorsque notre peuple sera libre et de retour sur sa terre qu'il sera en mesure de déterminer la résolution du conflit.

Il convient de rappeler ici que nous ne résistons pas aux Israéliens parce qu'ils sont juifs. Au plan des principes, nous n'avons pas de problèmes avec les juifs ou les chrétiens, mais nous avons un problème avec ceux qui nous attaquent et nous oppriment. Durant de nombreux siècles, chrétiens, juifs et musulmans coexistaient pacifiquement dans cette partie du monde. Notre société n'a jamais connu le genre de racisme et de génocide contre « l'autre » que l'Europe a connu jusqu'à récemment. Ces choses ont commencé en Europe. Le colonialisme a été imposé à cette région par l'Europe. Et Israël est le produit de l'oppression des Juifs en Europe, pas de l'existence de quoique ce soit de semblable en terre musulmane.

KL : Quel rôle ont à l'heure actuelle, selon vous, les autres pays et organisations, en particulier les États-Unis, l'Union européenne et la Grande-Bretagne, dans le conflit israélo-palestinien et les divisions entre les Palestiniens ?

KM : Leur rôle à eux tous a été négatif jusqu'à présent. L'attitude envers les crimes israéliens contre notre peuple a été soit le silence soit la collusion. Les politiques et les positions adoptées par ces acteurs ont contribué à la division palestinienne ou l'ont accrue. D'un côté, les conditions exigées ont pour effet de torpiller les pourparlers pour l'unité et la réconciliation. De l'autre, certains de ces acteurs internationaux sont directement impliqués dans la répression de notre peuple en Cisjordanie. Les États-Unis et l'Union européenne fournissent financement, formation et conseils pour construire un appareil de sécurité palestinien spécialisé dans la persécution de ceux qui sont critiques de l'Autorité palestinienne à Ramallah.

Nous avons été particulièrement préoccupés par des informations faisant état d'une implication directe et indirecte du gouvernement britannique, par le biais d'entreprises de sécurité et d'anciens membres de la police, de l'armée et du renseignement, dans le programme dirigé par le général Dayton contre le Hamas en Cisjordanie.

KL : Que doivent faire les pays comme les USA et la Grande Bretagne pour aider à un règlement pacifique ?

KM : Il faut simplement respecter le droit international - l'occupation est illégale, l'annexion de Jérusalem-Est est illégale, les colonies sont illégales, le mur de l'apartheid est illégal, et le siège de Gaza est illégal. Pourtant, rien n'est fait.

KL : Quelles relations le Hamas souhaite-t-il avoir avec le reste du monde, et, par exemple, avec la Grande-Bretagne ?

KM : Le Hamas défend une cause juste. À cette fin, il souhaite s'ouvrir au monde. Le mouvement cherche à établir de bonnes relations et à mener un dialogue constructif avec tous ceux qui s'intéressent à la Palestine.

Publication originale [New Statesman](#),

traduction [Contre Info](#)

23 septembre

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2799

2-6 Le masque tombe, le vrai visage du sionisme est à découvert et la résistance des peuples fraye son chemin.

Partout en Europe, les campagnes de boycott d'instituts israéliens prennent de plus en plus de l'ampleur. Ce boycott représente une forte protestation contre les pratiques criminelles menées contre les Palestiniens. Le dernier en date de ces boycotts est l'interdiction faite contre une délégation de l'université israélienne d'Araël de participer à un concours, la semaine dernière.

Le ministère espagnol de l'habitation avait refusé la participation de cette université car cette dernière est installée en Cisjordanie, sur des territoires occupés. D'autres boycotts sont organisés par les organisations de la société civile européenne pour protester contre les mesures injustes prises par les autorités de l'occupation israélienne contre les Palestiniens. En un mois seulement, six entreprises suédoises et norvégiennes ont retiré leurs investissements dans des sociétés participant à la construction du mur discriminatoire de séparation. En Grande-Bretagne, une autre campagne de boycott est aussi entamée.

La Suède a encore une fois refusé de céder aux pressions du gouvernement israélien qui demande à tout prix d'ouvrir une enquête judiciaire sur les rapports d'un journal suédois confirmant le commerce d'organes pratiqué contre des martyrs palestiniens.

C'est en marge des réunions des ministres de la justice et de l'intérieur européens que le ministre suédois a fait cette déclaration dans ce sens.

Par ailleurs, le gouvernement suédois a appelé l'ambassadeur israélien pour l'informer de la colère de son pays des agissements d'Israël. En effet, l'Entité sioniste tâche par tous les moyens de mettre en échec les efforts pour relancer le processus de paix, stopper la colonisation et la déportation des familles palestiniennes de la partie orientale de la ville d'Al-Quds.

Dans cette ambiance tendue, le ministre suédois a refusé de recevoir son homologue israélien Libermann.

<http://libanresistance.blogspot.com/>

2-7 Joaquim DF : "Palestine Occupée - Dexia Impliquée".

L'organisation « WhoProfits » et la plate-forme "Palestine Occupée - Dexia Impliquée" ont découvert de nouveaux documents dérangeants.

Dexia Israël Public Finance a signé, en juin 2009, un contrat basé sur un appel d'offre comprenant cinq colonies. La campagne "Palestine Occupée - Dexia Impliquée" a débuté en novembre 2008. Elle rassemble des dizaines d'associations, des centrales syndicales, des mouvements, et vise une certaine politique du groupe Dexia. Via sa filiale israélienne - Dexia Israel Public Finance - le holding franco-belge accorde des crédits à des colonies israéliennes en territoire palestinien. Plus d'infos sur cette campagne [via cet article](#)

Cette campagne n'est pas sans effet. Lors de l'Assemblée Générale du Groupe Dexia qui s'est tenue le 13 mai 2009, le président du Conseil d'Administration de Dexia, Jean-Luc Dehaene, répondait aux représentants de la campagne "Palestine Occupé - Dexia Impliquée". L'ancien Premier Ministre belge déclarait « depuis septembre 2008, nous [Dexia] n'avons pas accordé de nouveaux crédits [aux colonies] et nous n'avons pas l'intention de le faire. » Pour toute une série de raisons évidentes expliquées [dans cet article](#), la déclaration n'était pas satisfaisante. L'ancien Premier Ministre belge s'était néanmoins engagé par cette promesse.

Il semble que cet engagement n'ait pas tenu longtemps. L'organisation « [Who Profits](#) » (qui traque les entreprises générant leurs profits en exploitant d'une manière ou d'une autre l'occupation israélienne des territoires palestiniens) a mis à jour des éléments indiquant qu'un nouvel accord, basé sur un appel d'offre incluant des colonies israéliennes, a été conclu par Dexia Israël après l'Assemblée Générale du 13 mai 2009 et les déclarations mentionnées ci-dessus.

Que nous apprennent ces nouveaux documents ?

Ils nous révèlent qu'à la suite de difficultés financières rencontrées par certaines municipalités israéliennes, le Ministère des Finances de l'Etat hébreu a mis sur pied un plan d'assainissement.

Ce plan inclut, entre autres, une garantie d'Etat pour des emprunts contractés par les communes en difficulté auprès de banques privées. Mais pour que les prêts soient accordés à un taux avantageux, Tel Aviv a fait jouer la concurrence. Un appel d'offre a donc été lancé en mars 2009 par le Ministère des Finances : « Quelle banque offrira le taux d'intérêt le plus intéressant ? ».

Dexia Israël remporte l'appel d'offre. Le 30 juin 2009, un contrat est signé avec l'Etat israélien stipulant que Dexia

Israël allouera, dans le cadre de ce recovery plan, la somme de 274 millions de shekels (environ cinquante millions d'euros) à des autorités locales israéliennes : lesquelles ?

La liste complète des communes participant au plan est reprise dans l'appel d'offre remporté par Dexia [[télécharger l'appel d'offre en hébreu](#)]. La plupart des communes sont situées en Israël, c'est-à-dire dans les frontières de 1948. Mais cette liste reprend aussi les noms de cinq colonies israéliennes, c'est-à-dire d'implantations installées illégalement en Cisjordanie occupée, sur des terres palestiniennes. Les noms de ces colonies: Elkana - Le Conseil régional de la Vallée du Jourdain - Givat Ze'ev - Emanuel - Kedumim.

Que pouvons-nous déduire de ces documents?

Jusqu'à présent, les crédits n'auraient pas encore été versés. Est-ce que Dexia Israël aurait exigé que les cinq colonies en soient exclues, car 'contraires' au droit international et à la charte éthique du groupe ? C'est probablement ce qu'affirmera la direction de Dexia s.a.

Ce serait souhaitable, mais cela paraît malheureusement très peu probable si l'on entend les déclarations du porte-parole de Dexia Israel. Ce dernier a été interviewé début juillet 2009 par des journalistes israéliens du site web d'info économique The Marker.

Dans le cadre de ce nouveau plan et du contrat avec l'État, les journalistes lui demandaient si Dexia Israel refuserait dorénavant de financer les colonies israéliennes, conformément à ce qu'a déclaré Jean-Luc Dehaene. La réponse est diplomatique, mais laisse peu de place au doute. « Dexia Israël continuera à accorder des prêts à toutes les autorités locales israéliennes qui respectent la loi israélienne, sans aucune autre considération si ce n'est bancaire. »

La loi israélienne et la politique actuelle du gouvernement israélien encouragent la colonisation israélienne dans les territoires occupés. Dans ce contexte, et au vu de tous les éléments présentés ci-dessus, il semble clair que Dexia Israel n'entend pas rompre ses liens avec les colonies.

De deux choses l'une, soit la direction du groupe Dexia cache des informations importantes, soit elle n'a pas de réel pouvoir au sein du groupe Dexia, en tout cas pas celui d'empêcher la filiale israélienne de financer la colonisation illégale des terres palestiniennes avec notre argent. Dans tous les cas, les membres de la campagne "Palestine Occupée - Dexia Impliquée" vont redoubler d'efforts au cours des prochaines semaines.

Que faire?

La campagne se poursuit jusqu'à ce que Dexia SA rompe ses liens (contractuels ou non) avec toutes les collectivités, communes, entreprises, particuliers, etc... liée à l'occupation israélienne de la Palestine, reconnaisse que les colonies israéliennes implantées dans les territoires occupés palestiniens sont illégales et constituent un obstacle à la paix.

reconnaisse que la municipalité de Jérusalem, telle qu'instituée par les Israéliens, est illégale car elle comprend la partie Est de la ville. Cette municipalité ne doit donc pas recevoir de financement du groupe Dexia. Reconnaisse qu'avoir permis à une de ses filiales de financer les colonies israéliennes était une faute inadmissible présentent ses excuses pour les torts que ces financements ont causés.

fournisse les preuves permettant de vérifier le caractère irréprochable des activités de sa filiale israélienne.

Joaquim DF

15-09-2009

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=4629>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19